



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 15 JUIN 1918.

QUEBEC, SATURDAY, 15TH JUNE, 1918.

Nominations

Appointments

Il a plu à son honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Québec, 22 mai 1918.

Québec, 22nd May, 1918.

M. Jules Dumont, gentilhomme, de Ville-Marie, grand constable du district de Pontiac.

Jules Dumont, gentleman, of Ville-Marie, to be high constable of the district of Pontiac.

Québec, 5 juin 1918.

Québec, 5th June, 1918.

M. Herbert-M. Marler, notaire public, de Montréal, contrôleur du combustible dans la province de Québec.

Herbert-M. Marler, esquire, notary public, of Montreal, to be fuel controller in and for the Province of Quebec.

Québec, 5 juin 1918.

Québec, 5th June, 1918.

M. Gaspard Deserres, financier, de Montréal, trésorier de la cité de Montréal, et en telle qualité membre ex-officio de la commission administrative de la cité de Montréal.

Gaspard Deserres, esquire, *financier*, of Montreal, to be treasurer of the city of Montreal, and as such to be an ex-officio member of the administrative commission of the city of Montreal.

Québec, 5 juin 1918.

Québec, 5th June, 1918.

M. Louis-Joseph-Alexandre Miller, rentier, de Montréal, M. Norman-J. Holden, gentilhomme, juges de paix pour le district de Montréal, M. Napoléon Caouette, cultivateur, de Saint-Michel, comté de Bellechasse, juge de paix pour le district de Montmagny.

Louis-Joseph-Alexandre Miller, annuitant, of Montreal, Norman-J. Holden, gentleman, to be justices of the peace for the district of Montreal, Napoléon Caouette, farmer, of Saint-Michel, county of Bellechasse, to be a justice of the peace for the district of Montmagny.

2349

2350

"S.-H. Ewing & Sons, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de juin 1918, constituant en corporation M.M. Adrien Beaudry, avocat, de la cité d'Outremont; Blanche McDougall, sténographe, de la cité de Verdun; Aimé Malo, étudiant-en-droit Bibiane Lefebvre et Antoinette Versailles, sténographes, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir, utiliser et exploiter l'achalandage, les droits, la propriété et l'actif de toute nature, assumer la totalité ou aucune partie du passif, prendre charge à titre de firme en activité, exercer le commerce qu'exercent actuellement, à Montréal, Samuel Hamilton Ewing, Samuel William Ewing et Andrew Hamilton Ewing, comme importateurs, marchands généraux à commission, facteurs et fabricants de bouchons, cafés, épices, essences gélatineuses, extraits et produits similaires, les payer en numéraire, en obligations, en actions libérées de la présente compagnie ou autrement;

Acquérir, utiliser, louer et exploiter l'achalandage, les droits, la propriété et l'actif de toute espèce, assumer la totalité ou aucune partie du passif, prendre à bail et continuer le commerce d'aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce analogue aux objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, et les payer en numéraire, en actions libérées de la présente compagnie ou autrement;

Faire affaires comme importateurs et marchands généraux à commission et agents vendeurs, aussi acheter, manufacturer, vendre et trafiquer de toutes les sortes d'effets d'épicerie, cafés, épices, thés, poudres gélatineuses, essences, marinades, conserves ainsi que de toutes les espèces de produits semblables et condiments, aussi d'étalages, de boîtes, bouteilles, lièges, bouchons de lièges et tous autres accessoires et récipients;

Acheter, vendre, échanger et autrement faire commerce d'effets, denrées et marchandises de toute catégorie et description, établir, exploiter et tenir des échoppes ou débits, ouvrir des succursales pour la vente de toutes les marchandises et effets dont la compagnie fera négoce;

Mettre à exécution aucune autre entreprise ou exercer aucun autre commerce que la compagnie jugera propre à être convenablement ou profitablement exercé en rapport avec le commerce et les objets de la corporation, ou de nature à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir des terrains par achat, bail ou échange et acquérir par achat, bail ou échange et bâtir, construire, réparer des magasins, bâtisses, fabriques, installations, outillages et machines, les droits ou privilèges et généralement toutes espèces de propriétés mobilières ou immobilières qui seront estimées nécessaires ou utiles aux objets de la présente compagnie, les payer en numéraire, en parts de la présente corporation, en obligations ou autrement et les hypothéquer, grever, vendre et aliéner d'aucune manière quelconque;

Rechercher ou conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant, se proposant d'exercer aucun négoce semblable à celui de la compagnie ou subsidiaire à icelui; prêter de l'ar-

"S.-H. Ewing & Sons, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1918, incorporating Adrien Beaudry, advocate, of the city of Outremont; Blanche McDougall, stenographer, of the city of Verdun; Aimé Malo, law-student; Bibiane Lefebvre and Antoinette Versailles, stenographers, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, use and operate the good will, rights, property and assets of all kinds and to undertake the whole or any part of the liabilities of, and to take over as a going concern or otherwise and carry on the business now carried on at Montreal by Samuel Hamilton Ewing, Samuel William Ewing and Andrew Hamilton Ewing as importers, general commission merchants and selling agents and manufacturers of corks, coffees, spices, jelly powders, extracts and similar goods, and to pay for same in cash, bonds, paid up shares of this company or otherwise;

To acquire, use, lease and operate the good will, rights, property and assets of all kinds and to undertake the whole or any part of the liabilities, or to take on lease and continue the business of any person, firm or corporation doing a business similar to the objects for which this company is incorporated, and to pay for same in cash, paid up shares of this company or otherwise;

To do business as importers and general commission merchants and selling agents, and to buy, manufacture, sell and deal in all kinds of grocery goods, coffees, spices, teas, jelly powders, extracts, pickles, preserves and all kinds of similar goods and condiments and also stands, boxes, bottles, corks, crown corks and all other accessories and containers;

To buy, sell, exchange and otherwise deal in goods, wares and merchandise of every kind and description, and to establish, operate and conduct shops or depots, and to open branches for the sale of all goods and merchandise dealt in by the company;

To carry on any other enterprise or business, which may seem to the company capable of being conveniently or advantageously carried on in connection with the business and objects of the company, or calculated to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, lease or exchange lands, and to acquire by purchase, lease or exchange and build, construct, repair houses, stores buildings, factories, plants, tools and machines, rights, or privileges and generally all kinds of property moveable or immovable, which may be deemed necessary or useful for the objects of this company, and pay for same in cash, shares of this company, bonds or otherwise and mortgage, pledge, sell and dispose of same in any way whatsoever;

To prosecute, or enter into any arrangement for sharing of profits, the union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or about to carry on any business similar to that of the company or ancillary thereto; to advance money to or guarantee the contracts

gent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne ou corporation en obligations financières avec la présente compagnie ou endettée envers elle ;

Souscrire, recevoir, placer, acheter ou autrement acquérir les actions ou valeurs d'aucune compagnie exerçant un commerce similaire, les accepter en paiement intégral ou partiel ou à l'acquit du prix ou de la considération de la vente, du louage, de la concession ou d'une autre aliénation d'aucune propriété, des droits ou obligations que détiendra la présente corporation, qui lui seront dues ou dont elle jouira ; et ces parts et valeurs comporteront droit de vote, de vente, de rémission ou d'autre négociation selon que la présente compagnie le jugera à propos :

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder, trafiquer de toute propriété foncière ou mobilière que la compagnie jugera nécessaire ou utile à son négoce ou à ses opérations, y compris les marques de commerce, dessins d'industrie, patentes, droits brevetés, licences, franchises ou autres droits et privilèges d'aucune nature quelconque ;

Solliciter et obtenir des brevets ou marques de commerce en ce pays ou ailleurs pour une ou plusieurs inventions se rattachant à l'industrie et au négoce de la corporation ;

Emettre, répartir et transférer comme pleinement acquittées et non-sujettes à appel les parts communes ou préférentielles, les obligations, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie en paiement du commerce dont la présente corporation fera l'acquisition, y compris l'allouance pour l'achalandage, ainsi qu'en paiement d'aucun autre commerce, de la propriété, des contrats ou des droits que la présente compagnie pourra successivement acquérir pour son objet mercantile, ou en règlement d'aucune obligation de la corporation, ou, avec l'assentiment des actionnaires, des services rendus à la compagnie dans son organisation ou autrement ; et, aux fins de garantir aucunes telles obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs, hypothéquer ou grever aucune propriété mobilière ou immobilière, présente ou future que la compagnie pourra posséder dans la province de Québec ;

Vendre, échanger, louer ou autrement disposer d'aucune partie ou de la totalité de l'entreprise, de la propriété mobilière ou immobilière ainsi que des droits que détiendra la présente corporation ou dont elle jouira en aucun temps, suivant les conditions et stipulations jugées convenables ;

Placer ou autrement disposer des deniers de la compagnie, non immédiatement requis, de la manière, sur propriété foncière ou personnelle ou sur les valeurs qui seront de temps à autre déterminées, ou autrement disposer d'autres biens, ou distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, et parmi les actionnaires, aucuns biens ou aucunes valeurs de la corporation ;

Faire tous actes et toutes choses, exercer tous pouvoirs appropriés, utiles et indispensables à l'obtention des objets précités, aussi exercer tous négoce se rattachant ou subsidiaires aux objets de la compagnie ;

Faire toutes ou aucune des choses sus-mentionnées comme principaux, courtiers, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres personnes ;

Les objets ci-haut énumérés ne seront, sauf intention contraire exprimée, aucunement limitée ou restreints par référence aux termes d'aucune autres clause ou d'aucun autre paragraphe de la présente charte ou déduction d'iceux ;

Au contraire, les objets et pouvoirs particuliers dans chaque clause seront considérés être distincts et séparés des objets et pouvoirs que

of or otherwise assist any person or company having business engagements with this company or indebted to it ;

To subscribe for, receive, invest in, purchase or otherwise acquire the shares or securities of any company carrying on a similar business or to accept the same in whole or in part payment or discharge of the price or consideration of the sale, lease, concession or other disposal of any property, rights or debts which may be held, enjoyed by or due to this company ; and such shares or securities to hold, vote upon, sell, re-issue or otherwise deal with as this company may see fit ;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess and deal in all moveable or immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operations, including trademarks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, franchises or other rights and privileges of any kind whatsoever ;

To apply for and obtain patents or trademarks in this country or elsewhere for any invention or inventions in connection with the company's manufacture and business ;

To issue, allot and hand over as fully paid-up and non-assessable, preferred or common shares, bonds, debentures or other securities of this company in payment of the business so to be acquired by this company including allowance for good-will, and of any other business, property, contracts or rights which this company may, from time to time, acquire for the purpose of its business, or in settlement of any indebtedness of the company, or, with the approval of the shareholders, of services which may be rendered to the company in its promotion or otherwise ; and for the purpose of securing any such bonds, debentures, debenture stock or other securities to hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which the company may own in the province of Quebec ;

To sell, exchange, lease or otherwise deal with any or all of the undertaking, property, moveable or immoveable, and the rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as may be thought fit ;

To invest or otherwise deal with the moneys or other property of the company not immediately required in such manner and in such property, real or personal, or such securities as may, from time to time, be determined, or to distribute in specie or otherwise as may be resolved among its shareholders, any property or assets of the company ;

To do all acts and exercise all powers and things conducive, useful and necessary to attain the above objects and to carry on all business incidental and germane to the objects of the company ;

To do all or any of the above things as principals, brokers, agents, contractors or otherwise, and either separately or in conjunction with others ;

The objects above set out shall, unless otherwise expressed, be nowise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other clause or paragraph of this charter. On the contrary the objects and powers specified in each clause shall be deemed to be independent and separate from the objects and powers conferred by the other clauses above set forth, under the

confèrent les autres clauses précitées, sous le nom de "S. H. Ewing & Sons, Limited", avec un fonds social de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juin 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2305—24-2 C.-J. SIMARD.

name of "S. H. Ewing & Sons, Limited", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1918.

C.-J. SIMARD,
2306—24-2 Assistant Provincial Secretary.

"Ostigny & Fils, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de juin 1918, constituant en corporation M.M. Charles-Ovide Ostigny, médecin, Valleyfield; Emile Ostigny, médecin, Paul Ostigny, médecin, de Montréal; Joseph-Alexandre Ostigny, marchand, Saint-Hyacinthe, et Paul-Emile Ostigny, financier, de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir et exploiter des fonds de commerce en gros et en détail, le nom ou la raison sociale sous laquelle d'autres entreprises existent, la clientèle, les dettes de livres de tels commerces ou de telles entreprises;

Exploiter le commerce d'agent général pour les fins de la compagnie, soit pour la fabrication, l'achat ou la vente à commission ou autrement de toutes marchandises et de tous produits étrangers ou domestiques;

Demander et obtenir, enregistrer, prendre à loyer, acheter, vendre, louer, disposer ou accorder des permis relativement à tous brevets d'invention, perfectionnements ou procédés, marques de commerce et autres choses nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie, ou autrement les faire valoir;

Agir comme agent, commissaire ou facteur de toutes personnes ou compagnie avec qui la présente compagnie peut être en relation d'affaires;

Faire le commerce d'agents et courtiers d'assurances générales, assurances sur le feu, sur la vie, sur les maladies, sur les accidents, garanties et autres;

Faire le commerce d'immeubles et de constructeurs dans toutes ses branches, acquérir par achat, bail ou autrement, posséder des immeubles; vendre, louer, échanger, céder, transporter ou autrement aliéner tous et chacun des immeubles de la compagnie, en tout ou en partie, et généralement faire le commerce d'immeubles, ou toute partie d'iceux, et en disposer et développer, améliorer et disposer en tout ou en partie de telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur toute partie d'iceux;

Faire des avances au moyen de prêts, aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour des fins de construction ou autres améliorations;

Construire ou aider, au moyen d'avances ou autrement, dans la construction et l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration qui tendraient à rendre la propriété de la compagnie plus accessible, et qui en augmenteraient la valeur;

Accepter, prendre et tenir des hypothèques, obligations, garanties ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la

"Ostigny & Fils, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1918, incorporating M.M. Charles-Ovide Ostigny, doctor of medicine, Valleyfield; Emile Ostigny, doctor of medicine, Paul Ostigny, doctor of medicine, of Montreal; Joseph-Alexandre Ostigny, merchant, of Saint Hyacinthe, and Paul-Emile Ostigny, financier, of Montreal, for the following purposes:

To acquire and exploit wholesale and retail stocks in trade, firm names and styles under which other undertakings exist, the goodwill, book debts of such business or undertakings;

To carry on the business of general agents for the company's purposes, either for the manufacturing, purchase, sale on commission or otherwise of any merchandise, foreign or domestic products;

To apply for and obtain, register, take on lease, buy, sell, lease, dispose of or grant licenses in respect to any patents, improvements or processes, trade marks and other things necessary or suitable for the company purposes or otherwise turn the same to account;

To act as agent, trustee or factor of any persons or company with which the present company may have business dealings;

To carry on the business of general insurance agents and brokers, fire, life, sickness, accident, guarantee and other insurance;

To carry on the business of real estate and builders in all branches thereof; to acquire by purchase, lease or otherwise and to own immovables; to sell, lease, exchange, cede, transfer or otherwise dispose of the whole or any of the company's immovables, in whole or in part; and generally deal in real estate or any part thereof and to lay out, develop, improve and dispose of the whole or part of such property into building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To erect dwelling houses, and other buildings upon said immovables or any part thereof;

To make advances by means of loans to purchasers or lessees of any part of the company's immovables for building or other improvement purposes;

To build or assist, by means of advances or otherwise, in the building and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to render more accessible or increase the value of the company's property;

To accept, take and hold hypothecs, mortgages, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or of any money owed the company

compagnie par les acquéreurs, locataires, entrepreneurs de travaux, et de tous débiteurs quelconques, ou avances par la compagnie aux acquéreurs, locataires, entrepreneurs de travaux, et de tous débiteurs quelconques ou pour les frais de constructions et autres améliorations ;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre des actions, stock, débetures ou garanties dans toute autre compagnie et en disposer ;

Vendre, céder, transporter ou échanger aucune partie des immeubles ou autres propriétés appartenant à la compagnie, pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement et accepter de l'argent, des actions, des obligations, des débetures ou des bons de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

Acquérir ou posséder toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stocks, biens et autres droits appartenant à toute personne, corporation, société ou compagnie ;

Émettre des actions acquittées, des débetures, des bons, des obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous immeubles, ou meubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie, par aucun titre, et avec l'approbation des actionnaires pour rémunération pour services rendus ou devant être rendus à la compagnie, de quelque manière que ce soit ;

Vendre, louer, l'entreprise de la compagnie ou toute autre partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement ou s'unir avec toute personne, société ou corporation, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'icelles, accepter de l'argent, des actions acquittées et non imposables, obligations, débetures, ou autres garanties, de toute telle corporation, personne, compagnie ou société ;

Placer et faire des affaires avec les argents de la compagnie non immédiatement requis en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps ;

Agir en qualité d'agent pour l'administration des biens mobiliers et immobiliers appartenant à toute personne, compagnie ou société. Placer, négocier en son propre nom ou autrement des propriétés foncières, argents, hypothèques, valeurs ou titres de créance qui lui seront de temps à autre transférés ou délivrés, à titre d'agent, et d'exercer tous les droits que les parties qui transfèrent ou délivrent ces choses ont elles-mêmes le droit ou le pouvoir d'exercer ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie aucun des biens de la compagnie, et en particulier toutes les actions, obligations, débetures, comptes ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou cette dernière peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités, par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Ostigny & Fils, Limitée", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juin 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2311-24-2 C.-J. SIMARD.

by the purchasers, lessees, contractors for works and any other debtors whomsoever, or advances by the company to purchasers, lessees, contractors for works and any debtors whomsoever for building or other improvement purposes ;

To acquire, buy, own, cede, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company ;

To sell, cede, transfer or exchange or otherwise dispose of any part of the immoveables or other property of the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think proper and to accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any other company in payment or part payment thereof ;

To acquire or hold any business, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, contracts, immoveables, stocks, assets and other rights belonging to any person, corporation, firm or company ;

To issue paid up shares, debentures, bonds, obligations or other securities of the company in payment or part payment of any immoveables or moveables, rights or other property acquired by the company under any title, and with the approval of shareholders as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any person, firm or corporation upon such terms or conditions as may be deemed suitable and in payment of the consideration thereof, to accept cash, paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any such person, corporation, company or firm ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately in such manner as may from time to time be determined ;

To act as agents for the management of moveable and immovable property belonging to any person, company or association. To invest, negotiate in its own name or otherwise in real estate, cash, hypothecs, securities or evidences of indebtedness which may be transferred or delivered to the company from time to time in lieu of cash, and to exercise all the rights which the parties delivering or transferring such things have themselves the right or power to exercise ;

To distribute among the shareholders of the company any of the company's property and in particular any shares, bonds, debentures, accounts or other securities in other companies belonging to this company or which this company may have power to dispose of ;

To generally do all things suitable or necessary for the attainment of the above purposes ;

The powers mentioned in any of the above paragraphs shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Ostigny & Fils, Limitée", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1918.

C.-J. SIMARD,
2312-24-2 Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie Pouliot, Limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour de mai 1918, constituant en corporation M.M. J.-Alphonse Tremblay et Alfred Pouliot, marchands ; Albert Fortin, entrepreneur ; Armand Simard, commis ; Eugène Lavoie, fils de Benjamin, commis, de Bagotville, district de Chicoutimi, dans les buts suivants :

Faire le commerce de bois en général ;

Acquérir par achat, bail ou autrement des meubles et immeubles de toute sorte et description, y compris des limites à bois, des droits de coupe de bois, licences pour bois, et construire ou autrement acquérir, posséder, tenir, employer et mettre en opération des moulins à scie, moulins à écorcer et autres moulins de toute description, bâtisses, maisons, appareils et machines, privilèges d'eau, franchises, digues, droits, contrats, baux, patentes, droits de patentes, marques de commerce et biens en général ; avec pouvoir de les hypothéquer, vendre ou en disposer autrement, ou aucun d'eux de temps en temps et pour telles considérations que la compagnie peut déterminer ;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, bois, bardeaux, articles en bois de toute nature et description, bois de pulpe et produits de pulpe et de papier ;

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de traverses de chemin de fer, billots et produits de la forêt, soit manufacturés ou non manufacturés, de toute description ;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissaires ou autres preuves de dettes et les garantir par hypothèque ou par garantie des immeubles appartenant à la compagnie ;

Souscrire, détenir et payer des actions et des débetures ou autres valeurs d'une ou de plusieurs compagnies, constituées en corporation ;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes maisons d'affaires de même nature que la sienne, et les payer, en tout ou en partie, en actions libérées du capital actions de la compagnie ou autrement ;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelle à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies ;

Et en général avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins de leurs affaires, sous le nom de " La Compagnie Pouliot, Limitée ", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Bagotville, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mai 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

2313-24-2

C.-J. SIMARD.

" La Compagnie Pouliot, Limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1918, incorporating M.M. J.-Alphonse Tremblay and Alfred Pouliot, merchants ; Albert Fortin, contractor ; Armand Simard, clerk ; Eugène Lavoie, son of Benjamin, clerk, of Bagotville, district of Chicoutimi, for the following purposes :

To carry on a general lumber business ;

To acquire by purchase, lease or otherwise moveables and immoveables of every kind and description, including timber limits, rights of cut of timber, timber licenses, and construct or otherwise acquire, own, hold, employ and operate sawmills, barking mills and other mills of every description, buildings, houses, equipment and machinery, water privileges, franchises, dams, rights, contracts, leases, patents, patent rights, trade marks and assets generally, with power to hypothecate, sell or otherwise dispose of same or any of same from time to time and for such considerations as the company may determine ;

To manufacture, purchase, sell and deal in timber, lumber, shingles, articles in wood of every nature and description, pulpwood and the products of pulp and paper ;

To manufacture, purchase, sell or otherwise deal in railway ties, logs and products of the forest, either manufactured or otherwise of every description ;

To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness and guarantee same by hypothec or mortgage on the company's property ;

To subscribe, hold and pay for the shares, debentures or other securities of one or more incorporated companies ;

To acquire the assets and goodwill of any business houses of a like nature to its own, and pay for same in whole or in part with paid up shares of the capital stock of the company or otherwise ;

To sell, assign and alienate its franchises and some or the whole of the rights, privileges and powers held by the company and also its undertakings or any part of same to any person or persons, company or companies, for such sums and considerations and on the terms and conditions it may deem suitable, and particularly for the shares, either preferred or common, the bonds, debentures or other securities of such companies ;

And generally have and employ all the other rights and powers that may be necessary for the purposes of their business, under the name of " La Compagnie Pouliot, Limitée ", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Bagotville, district of Chicoutimi ;

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1918.

C.-J. SIMARD,

2314-24-2

Assistant provincial secretary.

" Pierre Brault, Limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de juin 1918, constituant en corporation M.M. Pierre Brault, manufacturier, d'Outre-

" Pierre Brault, Limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1918, incorporating Pierre Brault, manufacturer, of Outremont ; Pierre Brault, junior,

mont ; Pierre Brault, fils, comptable ; Osias Brault, carrossier, Montréal ; Raoul Brault, forgeron, d'Outremont, et William Brault, peintre, de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'exportation et d'importation en gros et en détail de voitures, véhicules de toutes sortes et de matériaux destinés à la fabrication de tels voitures et véhicules ;

Fabriquer des voitures et véhicules de tous genres, et accessoires se rapportant à ce commerce et cette fabrication ;

Acquérir, posséder et mettre en opération des usines, manufactures, machineries destinées à tels commerce et fabrication ;

Acquérir par achat ou autrement et posséder et détenir des propriétés immobilières nécessaires ou utiles à l'exploitation du commerce et de la fabrication ci-dessus, sous le nom de " Pierre Brault, Limitée ", avec un fonds social de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de juin 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2315-24-2 C.-J. SIMARD.

" The Dubuque Realty Company of Quebec, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31 mai 1918, constituant en corporation M.M. Joseph-Emery Phaneuf, avocat, Saint-Hughes ; Roméo Poirier, avocat ; Zoé Racette, sténographe ; Harry Budyk, avocat, et Ruth-Ida Florant, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes :

Se livrer aux transactions d'immeubles, acheter, posséder, détenir, développer, améliorer, acquérir, coloniser, louer, hypothéquer, échanger, grever et vendre des propriétés immobilières d'aucune description et nature quelconque, y compris le bois et les concessions forestières, en faire commerce et autrement en disposer, et généralement en faire le négoce ;

Agir comme courtiers en assurances et agents généraux sous toutes variantes ;

Administrer des terrains, bâtisses et d'autres propriétés appartenant à la compagnie ou non, en percevoir les loyers et revenus ;

Acquérir aucun commerce semblable ou aucunes bâtisses, propriétés tant mobilières qu'immobilières, les biens-fonds, hypothèques et capital d'aucune autre corporation, les payer totalement ou partiellement en numéraire ou en actions libérées de la compagnie, ou avec des obligations et des débetures qu'émettra la compagnie ;

Tirer, accepter, souscrire, payer et émettre des billets promissaires, des lettres de change et d'autres instruments négociables ou transférables ;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, aussi limiter ou augmenter le montant de l'emprunt ;

Emettre des obligations, des débetures ou d'autres valeurs de la compagnie, les nantir ou vendre pour les montants et aux prix jugés avantageux, hypothéquer ou grever la propriété immobilière de la compagnie ou donner en gage sa propriété mobilière en garantie d'aucunes telles obligations, débetures ou autres valeurs et d'aucune somme d'argent qu'empruntera la corporation ;

accountant ; Osias Brault, carriage maker, of Montreal ; Raoul Brault, blacksmith, of Outremont, and William Brault, painter, of Montreal, for the following purposes :

To carry on in all its branches the business of importers and exporters, wholesale and retail, of carriages, vehicles of every kind, and all materials entering into the making of such carriages and vehicles ;

To manufacture carriages and vehicles of every kind and all accessories incidental to the above business and trade ;

To acquire, own, and operate shops, factories, machinery destined to this business and trade ;

To acquire by purchase or otherwise and to own and hold the immoveable property necessary or expedient for the above business or trade, under the name of " Pierre Brault, Limitée ", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1918.

C.-J. SIMARD,
2316-24-2 Assistant provincial secretary.

" The Dubuque Realty Company of Quebec, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1918, incorporating M.M. Joseph-Emery Phaneuf, advocate, Saint-Hughes ; Roméo Poirier, advocate ; Zoé Racette, stenographer ; Harry Budyk, advocate, and Ruth-Ida Florant, stenographer, of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of real estate dealers, to buy, own, hold, develop, improve, acquire, settle, cultivate, let, hypothecate, exchange, pledge and sell immoveable properties of every description and kind whatsoever, including timber and timber limits, and to trade and otherwise dispose thereof and generally deal in the same ;

To act as insurance brokers and general agents in all its branches ;

To manage land, buildings and other property whether belonging to the company or not, to collect rents and the income thereof ;

To acquire any similar business or any buildings, properties both moveable and immoveable, real estate, hypothecs and stock in any other corporation and to pay for same in whole or in part in cash or fully paid up shares of the company or with bonds and debentures issued by the company ;

To draw, accept, make, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments.

To borrow money on the credit of the company and to limit or increase the amount to be borrowed ;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient and to hypothecate or pledge the immoveable property of the company or pledge its moveable property to secure any such bonds, debentures or other securities and any money borrowed by the company ;

Avancer et prêter de l'argent aux constructeurs, concessionnaires et autres personnes qui désirent bâtir ou améliorer aucune terre ou bâtisse dans laquelle est intéressée la compagnie, aux conditions stipulées ;

Faire toute chose nécessaire, avantageuse, pertinente ou appropriée au parfait accomplissement d'aucun ou de tous les objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Dubuque Realty Company of Quebec, Limited", avec un fonds social de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-et-unième jour de mai 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2317-24-2 C.-J. SIMARD.

To advance and lend money to builders, tenants and others who may be willing to build on or improve any land or building in which the company is interested on such terms as may be arranged ;

To do every thing necessary, convenient, appertaining to or proper for the complete fulfillment or any one or all of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Dubuque Realty Company of Quebec, Limited", with a capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of May, 1918.

C.-J. SIMARD,
2318-24-2 Assistant provincial secretary.

**" Mount Bruno Country Club,
Incorporated ".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de juin 1918, constituant en corporation M.M. Walter-Robert-Lorimer Shanks, avocat ; Francis-George Bush, teneur-de-livres ; George-Robert Drennan, sténographe ; Michel-Joseph O'Brien et Herbert-William Jackson, commis, de Montréal, pour les fins suivantes :

Tenir un club champêtre et procurer aux membres de ce club et à leurs invités des distractions, exercices, amusements et relations sociales ;

Etablir, entretenir et gérer un club pour organiser et jouer le golf, le tennis, le patinage, le "badmington", la balle au mur, les quilles et généralement tous les jeux d'intérieur et d'extérieur ainsi que les récréations, pour fins sociales ;

Construire, acquérir et maintenir des maisons de club, des champs de golf, des terrains de tennis, des boulingrins, et d'autres commodités pour l'utilité et la jouissance des membres du club et de leurs invités ;

Procurer aux membres du club et à leurs invités le logement, les repas, commodités et avantages et généralement donner aux clubistes tous les privilèges sociaux, les avantages, commodités et l'accommodation d'un club champêtre ;

Acquérir par achat, bail ou autrement toute propriété mobilière et immobilière, la développer et l'améliorer pour fins de golf, tennis, patinage, boulingrin, jeux et autres objets de club ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, ou autrement disposer de terrains, bâtisses et autres propriétés mobilières et immobilières ou d'aucuns intérêts en icelles, et généralement faire commerce et trafiquer de cette propriété d'aucune manière quelconque ;

Emprunter de l'argent sur le crédit du club et son actif, grever sa propriété mobilière et hypothéquer sa propriété immobilière en garantie suivant les stipulations et conditions qui seront déterminées par le prêteur ;

Adopter une constitution, passer les règlements, règles et ordonnances compatibles avec les lois organiques de la province de Québec et qui seront nécessaires à la gouverne, à l'administration et à la conduite générale des affaires et matières pertinentes à la corporation et à ses membres, pour régir la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, pourvu cependant que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, annuler et changer en tout ou en partie cette

**" Mount Bruno Country Club,
Incorporated ".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1918, incorporating M.M. Walter Robert Lorimer Shanks, advocate ; Francis George Bush, book-keeper ; George Robert Drennan, stenographer ; Michael Joseph O'Brien, and Herbert William Jackson, clerks, of Montreal, for the following purposes :

To carry on a country club and to provide recreation, exercise, amusement and social intercourse for the members of such club and their guests ;

To establish, maintain and conduct a club for the promotion and playing of golf, tennis, skating, badmington, squash, bowling and generally all indoor and outdoor games and recreations and for social purposes ;

To construct, acquire and maintain club-houses, golf-links, tennis courts, bowling greens and other accommodations for the use and enjoyment of the members of the club and their guests ;

To provide lodging, board, accommodation and facilities to members of the club and their guest and generally to afford members of the club all social privileges, advantages, conveniences and accommodation of a country club ;

To acquire by purchase, lease or otherwise all moveable and immovable property and to develop and improve the same for golf, tennis, skating, bowling, games and other club purposes ;

To purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, or otherwise dispose of lands, buildings and other properties, moveable and immovable or any interest therein, and generally to deal and traffic in such property in any manner whatsoever ;

To borrow money on the credit of the club and its assets, and to pledge its moveable property and hypothecate its immovable property as security therefor upon such terms and conditions as may be arranged with the lender ;

To adopt a constitution and to enact such by-laws, rules and regulations not inconsistent with the laws of public order of the province of Quebec as may be requisite for the management, administration and conduct generally of the affair and concerns of the corporation and its members and for the discipline, suspension and expulsion of its members ; provided always that the corporation may from time to time amend, alter, repeal and change in whole or in part such

constitution, ces règlements, règles et ordonnances, selon qu'elle le trouvera à propos ;

Edicter des règlements pour la confiscation des actions et pour interdire ou permettre aux directeurs de prohiber le transfert des actions de la corporation ;

Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise et de l'actif de la dite corporation en faveur d'aucune autre personne, société ou corporation, aux prix, conditions et stipulations jugés convenables, et spécialement pour du capital, des obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre corporation ;

Faire toutes les choses nécessaires ou se rattachant aux objets précités ou à aucun d'iceux, et généralement au succès et à l'avancement des affaires du dit club ;

L'intention est que les objets mentionnés dans les précédents paragraphes des présentes seront distincts et aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou au nom de la compagnie ou déduction d'iceux, sous le nom de "Mount Bruno Country Club, Incorporated", avec un fonds social de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de juin 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2327—24-2 C.-J. SIMARD.

constitution, by-laws, rules and regulations as the corporation may see fit ;

To enact by-laws for the forfeiture of shares and for restricting or empowering the directors to veto the transfer of the shares of the corporation ;

To lease, sell or otherwise dispose of in whole or in part the undertaking and assets of the said corporation to any other person, firm or corporation, for such consideration and upon such terms and conditions as may be deemed expedient, and in particular for stock, bonds, or other securities of any other corporation ;

To do all things necessary or incidental to the foregoing objects or any of them and generally for the promotion and advancement of the affairs of the said club ;

The intention is that the objects specified in the above paragraphs hereof shall be independent objects, and shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company, under the name of "Mount Bruno Country Club, Incorporated", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1918.

C.-J. SIMARD,
2328—24-2 Assistant Provincial Secretary.

"Viger Garage, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de juin 1918, constituant en corporation M.M. Amédée Meunier, industriel ; Gustave Brière, Joseph Meunier, mécaniciens ; Louis-Elzéar Beaugregard, avocat et conseil du Roi ; Delle Albina Brunet, secrétaire, de Montréal ; dans les buts suivants :

Manufacturer, vendre et réparer de toutes façons des automobiles, cycles-moteurs, bateaux-moteurs, hydroplanes, aéroplanes, autobus, chars et autres véhicules-moteurs de tous genres, nature et description, et leurs accessoires ;

Exercer l'industrie ou le commerce de manufacturiers et commerçants d'effets en caoutchouc, bandages de roues, matériaux pour bandages de roues pour automobiles, bicyclettes et de tous effets, articles ou marchandises dans la fabrication desquels le caoutchouc peut être employé ;

Acquérir, bâtir, entretenir les bâtiments, magasins, garages pour l'emmagasinage, le soin et la garde à loyer ou autrement d'automobiles, cycles-moteurs, bateaux-moteurs, hydroplanes, aéroplanes, autobus et tous autres véhicules-moteurs de nature quelconque ;

Fabriquer, acheter, vendre et louer ou autrement disposer de tous articles, effets ou marchandises nécessaires à l'opération, réparations ou équipement d'automobiles, cycles-moteurs, bateaux-moteurs, hydroplanes, aéroplanes, autobus et tous autres véhicules-moteurs ;

Exercer l'industrie de commerçants, manufacturiers, fabricants et transmetteurs de force motrice ou de toute autre industrie dans laquelle l'air comprimé, l'électricité ou autres moyens de locomotion peuvent être employés ;

Exercer l'industrie ou le commerce de camionneurs, ingénieurs-mécaniciens, voituriers pour messageries, freight, personnes ;

"Viger Garage, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the eighth day of June, 1918, incorporating M.M. Amédée Meunier, manufacturer ; Gustave Brière, Joseph Meunier, mechanics ; Louis-Elzéar Beaugregard, advocate and King's Counsel ; Miss Albina Brunet, secretary, of Montreal ; for the following purposes :

To manufacture, sell and repair in every way automobiles, motor-cycles, motor-boats, hydroplanes, aeroplanes, autobuses, cars and other motor-vehicles of every kind, nature and description and all accessories thereof ;

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in rubber goods, tires, tire supplies for automobiles, bicycles and all other goods, wares or merchandise into the making of which rubber is or may be used ;

To acquire, erect, maintain buildings, stores, garages for the storing, care and keeping on lease or otherwise, of automobiles, motors, cycles, motor-boats, hydroplanes, aeroplanes, autobuses and all other motor-vehicles of any nature whatever ;

To manufacture, buy, sell, lease or otherwise dispose of all goods, wares and merchandise necessary for the operation, repair or equipment of automobiles, motor-cycles, motor-boats, hydroplanes, aeroplanes, autobuses and all other motor-vehicles ;

To carry on the trade and business of traders, manufacturers, makers and distributors of motive power and of any other business in which compressed air, electricity or any other means of locomotion may be used ;

To carry on the trade and business of carters, mechanical engineers, carriers for express, freight and persons ;

Exercer l'industrie de fondeurs et constructeurs, et agir en qualité d'agents facteurs ou courtiers, pour toutes les fins ci-dessus mentionnées ;

Obtenir, acheter, louer ou autrement acquérir tous brevets d'invention, patentes, cavéat, commission conférant un droit exclusif ou limité d'utiliser toute invention qui pourrait être employée par la compagnie dans l'exercice de ses fins ;

Acheter, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière nécessaire à la compagnie pour l'exercice de ses fins ;

Acheter, louer ou autrement acquérir la propriété mobilière ou immobilière, la clientèle, la franchise, droits, privilèges, contrats, actif et passif de toutes personnes ou compagnies exerçant une industrie ou un commerce semblable ou de même nature, à l'industrie ou le commerce que la présente compagnie est autorisée de faire ou d'exercer et payer pour ces diverses acquisitions en totalité ou en partie en actions acquittées, obligations ou autres valeurs de la présente compagnie, et les vendre, louer ou autrement en disposer dans le cours ordinaire des affaires ;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, de la fusion des intérêts, de la coopération, des risques à encourir, des concessions réciproques ou de tous arrangements pouvant intervenir entre la compagnie et toute autre personne ou compagnie exerçant une industrie ou engagée dans des affaires de même nature que les affaires que la présente compagnie est autorisée à faire ;

Accepter en garantie ou en paiement de créance contractées ou à être contractées envers la présente compagnie, tous biens meubles ou immeubles, billets, bons ou obligations, débetures ou autres valeurs, et disposer des meubles et immeubles et autres valeurs ainsi acquis dans le cours ordinaire de ses affaires ;

De payer pour tels services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour toutes acquisitions de la compagnie, en deniers comptants en tout ou partie, en billets, actions libérées ou en obligations de la compagnie, en tout ou en partie ;

Faire le commerce d'immeubles en général et tout commerce s'y rattachant ;

Tirer, faire, accepter ou endosser, négocier, exécuter et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des connaissements, des lettres de crédits et autres effets négociables ;

D'émettre des parts acquittées, des bons, débetures ou autres sécurités, soit pour le paiement en tout ou en partie de toute propriété réelle ou personnelle, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie pourra acquérir, soit dans le but de se procurer des fonds pour l'exercice de son commerce ;

Faire toutes les choses nécessaires ou pouvant en quelque façon aider la compagnie ou atteindre aucun des objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "Viger Garage, Limitée", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juin 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2351-24-2 C.-J. SIMARD.

To carry on the business of foundry-men and builders and to act as agents, factors and brokers for all or any of the above mentioned purposes ;

To obtain, buy, lease or otherwise acquire any brevets d'invention, patents, caveats, commission conferring an exclusive or limited right to use any invention capable of being utilized by the company in the carrying on of its purposes ;

To buy, lease or otherwise acquire any moveable or immoveable property required by the company for the attainment of its purposes ;

To buy, lease or otherwise acquire the moveable or immoveable property, goodwill, franchise, rights, privileges, contracts, assets and liabilities of any persons or companies carrying on a similar trade or business or of a like nature to the trade or business which the present company is authorized to do or carry on and to pay for its various obligations in whole or in part in paid up shares, bonds or other securities of the present company and to sell, lease or otherwise dispose of same in the ordinary course of business ;

To enter into arrangements for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession and all other agreements which may be passed between this company and any other person or company carrying on an industry or engaged in any business of a like nature to the business which the present company is authorized to carry on ;

To accept as the security or payment of claims contracted or to be contracted in favor of the present company all moveable or immoveable property, notes, bonds, obligations, debentures or other securities and to dispose of the moveable and immoveable property and other securities thus acquired in the ordinary course of business ;

To pay for all services rendered to the company or required by it or for any acquisition of the company wholly or partly in cash or wholly or partly in notes, paid up shares or in bonds of the present company ;

To generally deal in real estate and carry on any business incidental thereto ;

To draw, make, accept, endorse, negotiate, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit and other negotiable instruments ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities either in full or part payment of any real or personal property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may acquire or for the purposes of securing funds for the carrying on of its business ;

To do all things which may appear in any way conducive to the attainment of any of the object above mentioned, under the name of "Viger Garage, Limitée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1918.

C.-J. SIMARD,
2352-24-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Laurentian Manufacturing Company, Limited" **"The Laurentian Manufacturing Company, Limited"**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de mai 1918, constituant en corporation M.M. William Quarrier-Stobo, gérant ; Herbert-Cecil Thorn, Cyril St. John-Griffis, Henry-Gustave DeGuise et James Graham, comptables, de la cité de Québec, pour les fins suivantes :

Acheter, posséder, vendre, bâtir, louer, affréter, bailer ou autrement se procurer ou aliéner des navires et vaisseaux de toute nature et catégorie, les administrer et faire naviguer pour le transport des voyageurs, des marchandises, pour le touage, l'allégeage, le renflouage ou autres objets ;

Bâtir, construire ou acquérir les docks et quais jugés indispensables ou utiles aux fins de la corporation, et les aliéner à discrétion, construire et exploiter des cales-sèches et se livrer à tous les genres de construction navale.

Se livrer aux opérations qui consistent à mettre les navires dans les bassins de carénage et à les réparer, tenir, exploiter des installations de sauvetage et de renflouage, faire sous toutes leurs formes les opérations du renflouage des épaves ;

Avec pouvoir de fabriquer des canons, des carabines, mitrailleuses, explosifs, obus et toutes sortes de munitions de guerre, le matériel d'armée de toute description, les accessoires d'aucune sorte employés dans l'art militaire, avec aussi pouvoir d'agir comme marchands et négociants de ces fourniments, construire des manufactures, magasins, entrepôts et les autres structures nécessaires à leur fabrication, à leur concentration, distribution et expédition, avec pouvoir de soumissionner pour la fabrication dudit matériel de guerre, de louer lesdits contrats, et d'aucune façon se livrer à l'industrie de la fabrication des munitions de guerre sous toutes ses formes ;

Etre marchands généraux et négociants de marchandises généralement, avec capacité d'être arrimeurs pour le chargement et le déchargement des navires, d'être entrepreneurs et constructeurs de toutes espèces de travaux, d'être agents de toutes les sortes d'effets, denrées et marchandises et agents à commission, avec pouvoir d'acquérir, louer, grever et aliéner les propriétés immobilières et bâties qu'on jugera à propos d'acquérir ;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'actif et de l'entreprise de la compagnie, comme firme en activité ou autrement, pour le prix que la compagnie jugera convenable ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ainsi que tous instruments négociables et transférables ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, exploiter et avoir la jouissance de biens-fonds et bâties ainsi que les franchises, droits, privilèges et l'achalandage s'y rattachant, et que possède, détient ou dont jouit aucune personne, société ou corporation ;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originaire ou autrement, et détenir, vendre ou autrement aliéner les actions du capital, préférentielles ou communes, les débetures, les bons et les autres obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables aux objets de la présente corporation ou qui exerce aucun commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1918, incorporating M.M. William Quarrier-Stobo, manager ; Herbert-Cecil Thorn, Cyril St. John-Griffis, Henry-Gustave DeGuise and James Graham, accountants, of the city of Quebec, for the following purposes :

To buy, own, sell, build, lease, charter, hire or otherwise obtain or dispose of steamers and craft of every nature and kind, and to manage and navigate same for passengers, freight, towing, lightening, wrecking or other purposes ;

To build, erect or acquire such docks and wharves as may be deemed necessary or expedient for the purposes of the company and to alienate the same at pleasure ;

To build and operate dry docks and to engage in the building of all classes of vessels ;

To engage in docking and repairing of vessels and the maintenance and operation of salvage and wrecking plants and to carry on the business of wrecking in all its branches ;

With power to manufacture guns, rifles, machine guns, explosives, shells and all manner of munitions of war, war materials of all descriptions appurtenances of any kind whatever for making war, and power to act as merchants and traders in the same, to erect factories, stores, warehouses and other buildings necessary for the manufacture, assembling, distributing and shipment of the same with power to contract for the manufacture of the said war materials, with power to sublet such contracts, and in any manner whatever to engage in the business of munitions of war in all its branches ;

To act as general merchants and traders in merchandise in general, with power to act as stevedores for the loading and unloading of vessels, with power to act as contractors and builders for all kind of work, with power to act as agents for all kinds of goods, wares and merchandise and commission agents, with power to acquire, lease, hypothecate and dispose of immoveable properties and buildings which they may see fit to acquire ;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise for such consideration as the company may see fit ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of leading, warrants and all negotiable and transferable instruments ;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, operate and enjoy the real estate and buildings, and the franchises, rights, privileges and goodwill appertaining thereto, owned, held or enjoyed by any person, firm or corporation ;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of, shares of stock, whether common or preferred, debentures, bonds, and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company or carrying on any business capable of being so conducted as directly or indirectly to benefit this company, and to vote on all shares so held through such agent or agents as the directory

voter sur toutes parts ainsi détenues par l'intermédiaire des agents que les directeurs nommeront, à condition que ces agents soient actionnaires ;

S'unir à aucune personne, société ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, suivant les conditions et stipulations estimées convenables ;

Distribuer en espèces ou autrement aucuns biens de la corporation parmi ses actionnaires et particulièrement les actions, obligations, débetures ou les autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel du prix d'achat d'aucuns biens-fonds, bâtiments ou d'aucune autre propriété que la compagnie pourra acquérir, posséder ou détenir en vertu des présentes, ou pour les services rendus dans l'organisation ou autrement ;

Payer avec les deniers de la compagnie les frais et dépens encourus dans la constitution de la compagnie en corporation et dans son organisation ;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe des présentes ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux, sous le nom de "The Laurentian Manufacturing Company, Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mai 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2241—23-2 C.-J. SIMARD.

may appoint provided such agent or agents are shareholders;

To joint with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of the company on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To distribute in species or otherwise any assets of the company among its shareholders and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets of the company;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of the purchase price of any real estate, buildings, or other property which the company may acquire, own or hold under the provision hereof, or for services rendered by way of promotion or otherwise;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses incurred for the incorporation and organization of the company ;

The powers in each paragraph hereof are to be in nowise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "The Laurentian Manufacturing Company, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary this twenty third day of May, 1918.

C.-J. SIMARD,
2242—23-2 Assistant Provincial Secretary.

" International Securities Corporation ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de mai 1917, constituant en corporation M.M. Zotique Renaud, avocat et conseil du Roi ; Tanerède Jodoin, avocat ; Emma Bigras, sténographe ; Joseph Gallant, imprimeur et LaSalle Renaud, voyageur de commerce, de Montréal, dans les buts suivants.

Acquérir par achat, échange, ou autrement des parts, stocks, obligations, débetures et valeurs de toute autre compagnie, société ou corporation et en disposer en tout ou en partie au moyen de la vente, échange ou autrement, aux termes et conditions qui seront convenus, y compris la garantie du principal, de l'intérêt et des dividendes s'y rattachant ou aucune partie de ces valeurs et conclure des conventions au sujet desdites actions et autres valeurs jugées à propos ;

Appliquer les fonds de la compagnie à l'achat des parts de stock, obligations et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation ;

Acquérir par achat ou autrement, prendre à bail, toute propriété, mobilière, droits, privilèges et immunités que la compagnie peut avoir en gage ou hypothèque, et donner en paiement de ces propriétés, droits et privilèges, et pour travail fait, et pour services rendus à la compagnie, des deniers comptants ou des obligations ou actions de la compagnie, ou du stock, des obligations ou valeurs de toutes autres obligations, ou corporation que possédera la compagnie, ou partie l'un ou partie l'autre ;

" International Securities Corporation ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1918, incorporating M.M. Zotique Renaud, advocate, and King's Counsel ; Tanerède Jodoin, advocate ; Miss Emma Bigras, stenographer ; Messrs. Joseph Gallant, printer ; LaSalle Renaud, commercial traveller, of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange or otherwise the shares, stocks, bonds, debentures and securities of any other company, firm or corporation, and dispose of same in whole or in part by way of sale, exchange or otherwise, on the terms and conditions that may be agreed upon including the guaranteeing of the principal, interest and dividends attached thereto or any part of such securities and to enter into any agreements respecting such shares and other securities which may be deemed fit ;

To apply the funds of the company for the purchase of shares, stock, bonds or other securities of any other company or corporation ;

To acquire by purchase or otherwise, take on lease any moveable property, rights, privileges and immunities on which the company may hold a lien or hypothec, and to give in payment of such property, rights and privileges, or for work done or for services rendered to the company, cash or bonds or shares of the company, or stock, bonds or securities of any other company or corporation which may be held by the company, or partly in one and partly in the other ;

Exiger et recevoir rémunération pour ses services, et accepter cette rémunération soit en deniers comptants ou en propriété mobilière ou immobilière, et personne ou personnes pour la promotion de la compagnie, et émettre des actions acquittées en compensation des services rendus, ou les payer en deniers comptants, ou partie l'un ou partie l'autre ;

Vendre, échanger ou disposer de la totalité ou d'une partie de la susdite propriété, des valeurs ou droits aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables ;

Distribuer entre les membres de la compagnie, en nature toutes parts, débetures, valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie ;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, ou assister dans la promotion, l'organisation, l'administration ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat ou entreprise ;

Agir comme agents et courtiers pour le placement, le paiement, la transmission ou la collection d'argent ;

Agir comme agents aux fins d'enregistrer, émettre, contresigner et certifier les transferts et les certificats d'actions, stocks, bons et débetures, et autres obligations de toute autre association, corporation ou compagnie ;

Se joindre à toute autre compagnie ayant, en tout ou en partie, des intérêts semblables à ceux possédés par la présente compagnie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir toutes affaires semblables à celles de la compagnie ;

Faire tous les actes nécessaires pour entreprendre et mener à bonne fin toutes les affaires que ladite compagnie est autorisée à faire ; et pour tous les services et devoirs rendus, changer, collecter et recevoir toute rémunération appropriée, légale ou usuelle, frais et dépenses encourus ;

Aucun des pouvoirs accordés dans la présente incorporation devra être restreint ou limité par l'application ou l'interprétation des autres pouvoirs accordés, sous le nom de "International Securities Corporation", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mai 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2243—23-2 C.-J. SIMARD.

To exact and receive remuneration for its services and to accept such remuneration either in cash or in moveable or immovable property, and person or persons for the promotion of the company, and to issue paid up shares as the remuneration for services rendered or to pay for same in cash, or partly in one and partly in the other ;

To sell, exchange, or dispose of the whole or any part of the aforesaid property, securities or rights on such terms and conditions as the company may think fit ;

To distribute among the members of the company in kind, any shares, debentures, securities or property belonging to the company ;

To promote, organize, manage or develop, or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate or undertaking ;

To act as agent, and brokers for the investment, payment, transfer or collection of monies ;

To act as agents for the purposes of registering, issuing, countersigning and certifying the transfers and certificates of shares, stocks, bonds, debentures or other obligations of any other association, corporation, or company ;

To unite with any other company having, in whole or in part similar interest to those held by the present company ;

To buy, lease or otherwise acquire any businesses similar to those of the company ;

To do all such acts as may be necessary for the undertaking and carrying out all the businesses which the said company is empowered to carry on, and for all services or labor performed, to charge, collect and receive any approved, legal or ordinary remuneration, and the costs and expenses incurred ;

The powers granted in any paragraph hereof shall not be restricted or limited by reference to or inference from the terms any of other powers granted, under the name of "International Securities Corporation", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1918.

C.-J. SIMARD,
2244—23-2 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

4330-10

Québec, 8 juin 1918.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 5 juin, 1918, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Tite nord, comté de Champlain, le territoire suivant formant actuellement partie de la ville de Saint-Tite et borné comme suit : au nord, au ruisseau le Bourdais ; au sud-ouest, à la rivière des Envies ; au sud, à la ligne de division des lots Nos 245 et 243 du cadastre de la paroisse de Saint-Tite ; au nord-est, à la limite de la ville de Saint-Tite, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire du village de Saint-Tite, même comté. 2353

Department of Public Instruction

4330-10

Quebec, 8th June, 1918.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council, dated the 5th June, 1918, to detach from the school municipality of Saint-Tite nord, county of Champlain, the following territory presently forming part of the town of Saint-Tite and bounded as follows: on the north by Le Bourdais brook, on the south west by river DesEnvies, on the south by the dividing line of the lots Nos. 245 and 243 of the cadastre of the parish of Saint-Tite, on the north east by the limits of the town of Saint-Tite, and to annex the above territory to the school municipality, of the village of Saint-Tite, same county. 2354

555-18

Québec, 8 juin 1918.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté du 5 juin 1918, de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Laus, comté d'Ottawa, tous les lots compris dans les rangs V, VI, VII, VIII, IX et X du canton Blake et de les annexer à celle de Northfield, même comté.

2355

555-18

Quebec, 8th June, 1918.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 5th June, 1918, to detach from the school municipality of Notre-Dame-du-Laus, county of Ottawa, all the lots of the ranges V, VI, VII, VIII, IX and X of Blake township and annex same to that of Northfield, same county.

2356

1135-16

Québec, 7 juin 1918.

Il a plu à son honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel, en date du 5 juin 1918, de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Pontmain, comté de Labelle, tout le territoire compris dans les limites suivantes, savoir: toute cette partie nord-est du canton Bouthillier, partant de la Rivière-du-Lièvre, dans la ligne entre les lots Nos 45 et 46, des rangs, 6, 7, 8 et 9, jusqu'au cordon des rangs 9 et 10, pour de là suivre le cordon jusqu'à la ligne centrale du dit canton Bouthillier, traversant par cette ligne les rangs 10, 11 et 12, jusqu'à l'extrémité ouest du dit canton; et cette partie nord-est du canton Dudley des rangs 7, 8 et 9, partant de la Rivière-du-Lièvre dans la ligne entre les lots Nos 38 et 39, jusqu'à la ligne des cantons Dudley et Kiamika, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lac des Îles".

2357

1135-16

Quebec, 7th June, 1918.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 5th June, 1918, to detach from the school municipality of Notre-Dame-de-Pontmain, county of Labelle, all the territory comprised within the following limits, to wit: all that north east part of Bouthillier township, starting from the Lievre river in the line between the lots Nos. 45 and 46 of ranges, 6, 7, 8 and 9 to the range line of ranges 9 and 10, thence along said range line to the middle line of said township of Bouthillier, crossing by this line the ranges 10, 11 and 12 to the west extremity of said township; and that north east part of Dudley township of ranges 7, 8 and 9, starting from the Lievre river on the line between the lots Nos 38 and 39 to the line between the townships of Dudley and Kiamika, and to erect all the above territory into a distinct school municipality, under the name of Lac-des-Isles.

2358

175-18

Québec, 8 juin 1918.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 5 juin, 1918, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Théophile, comté Ode Champlain, les lots Nos 1029 à 1038 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel; les lots Nos 1023 à 1028 inclusivement et la partie nord-ouest des lots Nos 1017 à 1022 du même cadastre; le prolongement à travers le bloc "B" et vers le nord-est du rang Saint-Jean-Baptiste, côté nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des terres de Borgia et de Daniel, distance approximative de 21 arpents, le prolongement du rang Saint-Léon, (côté N.-O. et S.-E.) vers le nord-est jusqu'à l'intersection de la ligne limitative côté S.-O. de la paroisse de Saint-Timothée, distance approximative de 57 arpents, et vers le N.-O. jusqu'à la ligne limitative S.-E. de Saint-Jacques-des-Piles, du même cadastre, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Georges de Champlain.

2359

175-18

Quebec, 8th June, 1918.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 5th June, 1918, to detach from the school municipality of Saint Théophile, county of Champlain, the lots Nos. 1029 to 1038, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, the lots Nos. 1023 to 1028, both inclusive, and the north west part of the lots Nos. 1017 to 1022 of the same cadastre; the prolongation across block "B", and towards the north west of range Saint-Jean-Baptiste, north west side, to the dividing line of the lands of Borgia and Daniel, an approximative distance of 21 arpents; the prolongation of range Saint-Léon (n. w. and s. e. sides), towards the north east, to the intersection of the boundary line, s. w. side of the parish of Saint Timothée, an approximative distance of 57 arpents, and towards the n. w. to the s. e. boundary line of Saint-Jacques-des-Piles of the same cadastre, and to erect all the above territory into a distinct municipality under the name of Saint-Georges-de-Champlain.

2360

2449-17.

Québec, le 4 juin 1918.

Avis est par le présent donné que demande est faite au surintendant que les municipalités scolaires du village de Compton et du canton de Compton, dans le comté de Compton, dans leur état actuel, soient unies et constituées en une seule municipalité pour les protestants seulement, et qui sera désignée sous le nom de "municipalité scolaire du village et du canton de Compton."

2221-23-2

2449-17.

Quebec, 4th June, 1918.

Notice is hereby given that application is made to the superintendent that the school municipalities of the village of Compton and of the township of Compton, in the county of Compton, as now existing, be united and erected into a single municipality for Protestants only, to be known as the "school municipality for the village and township of Compton."

2222-23-2

862-18.

Québec, 6 juin 1918.

Demande est faite au surintendant de détacher de la municipalité scolaire de Trois-Pistoles, No 1, les arrondissements actuels Nos 1, 2 et 4 de cette municipalité, lesquels sont décrits comme suit :

862-18.

Quebec, 6th June, 1918.

Application is made to the superintendent to detach from the school municipality of Trois-Pistoles No 1, the present districts Nos 1, 2 and 4 of this municipality, described as follows :

Arrondissement No 1 : Depuis et y compris la terre de Ferdinand Ouellette No 1, du cadastre jusqu'à et y compris la terre de Xavier Gagnon portant les Nos 42 et 43 du cadastre.

Arrondissement No 2 : Depuis et y compris le No 44, terre de Louis Damours, jusqu'à et y compris les Nos 78, 79, 80, 81 et 82 appartenant à Johnny Parent, Arthur Ouellette, Napoléon Beaulieu, Henri Beaulieu et François Damours.

Arrondissement No 4 : Depuis et y compris la terre de Charles Rioux, fils de Charles, Nos 289 et 290 du cadastre jusqu'à et y compris la terre de Edouard Beaulieu, No 345 du cadastre.

Tous les numéros ci-haut désignés sont du cadastre officiel de la paroisse de Trois-Pistoles, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Trois-Pistoles No 3".

2289—23-2

2515-17.

Québec, 5 juin 1918.

Demande est faite au surintendant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paulin, comté de Maskinongé :

1. Du cadastre officiel de Saint-Paulin, comté de Maskinongé, les lots Nos depuis et y compris 396 jusqu'à 442, inclusivement, dans la concession Waterloo :

2. De la municipalité scolaire de Sainte-Ursule :

Du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Ursule, comté de Maskinongé, les lots Nos 98 à 124, inclusivement, dans la concession Grand-Pré ou New-Waterloo, de 79 à 97, inclusivement, dans la concession Grand-Pré ou Philibert, de 125 à 135, inclusivement, dans la concession Augusta ; le lot No 252 dans la concession Terre-Neuve et enfin tous les lots des premier et second rangs du Gore de Hunterstown, ainsi que ceux du Gore et Hunterstown eux-mêmes, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Sainte-Angèle-de-Prémont.

2291—23-2

310-18.

Québec, 6 juin 1918.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Bois-de-l'Ail, comté de Portneuf, l'emplacement de M. Rosaire Plamondon, étant une partie du lot No 14 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Basile, village.

2293—23-2

District No. 1: From and including the farm of Ferdinand Ouellette, being No. 1 of the cadastre to and including the farm of Xavier Gagnon, being the Nos 42 and 43 of the cadastre ;

District No. 2 : From and including the No. 44, the farm of Louis Damours, to and including the Nos 78, 79, 80, 81 and 82, belonging to Johnny Parent, Arthur Ouellette, Napoléon Beaulieu, Henri Beaulieu and François Damours ;

District No. 4 : From and including the farm of Charles Rioux, son of Charles, Nos 289 and 290 of the cadastre to and including the farm of Edouard Beaulieu, No. 345 of the cadastre ;

All the above described numbers being of the official cadastre of the parish of Trois-Pistoles, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Trois-Pistoles No. 3.

2290—23-2

2515-17.

Quebec, 5th June, 1918.

Application is made to the superintendent to detach :

1. From the school municipality of Saint-Paulin, county of Maskinongé : the lots from and including the No. 396 to No. 442, inclusive, in the Waterloo concession, of the official cadastre of the parish of Saint-Paulin, county of Maskinongé ;

2. From the school municipality of Sainte-Ursule :

The lots Nos. 98 to 124, both inclusive, in the Grand-Pré or New-Waterloo concession, Nos. 79 to 97, both inclusive, in the Grand-Pré or Philibert concession, Nos. 125 to 135, both inclusive, in the Augusta concession ; the lot No. 252 in the Terre-Neuve concession and finally all the lots of the first and second ranges of the Gore of Hunterstown, and also those of the Gore and Hunterstown themselves, all on the official cadastre of the parish of Sainte-Ursule, county of Maskinongé, and to erect the above territory into a separate school municipality under the name of Sainte-Angèle-de-Prémont.

2292—23-2

310-18.

Quebec, 6th June, 1918.

Application is made to detach from the school municipality of Bois-de-l'Ail, county of Portneuf, the emplacement of Mr. Rosaire Plamondon, being a part of the lot No. 14 of the official cadastre of the parish of Saint-Basile, and to annex same to the school municipality of Saint-Basile, village.

2294—23-2

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à :

Hull, 2 juillet 1918 ;
Matane, 30 juillet 1918 ;
Chicoutimi, 13 août 1918 ;
Québec, 2 septembre 1918,

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHENE

Québec, 11 mai 1918. 1835—19-18

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at :

Hull, 2nd July, 1918 ;
Matane, 30th July, 1918 ;
Chicoutimi, 13th August, 1918 ;
Québec, 2nd September, 1918,

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands and Forests.

Québec, 11th May, 1918. 1836—19-18

Département du trésor

Treasury Department

Avis de formation de société charitable.

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "Sherbrooke Patriotic Association" a été autorisée par un ordre en Conseil portant le numéro 694 et approuvé le cinquième jour de juin 1918.

Le but de la société est déclaré être de s'engager dans des ouvrages patriotiques ou de porter assistance dans les circonstances imprévues qui peuvent survenir durant ou à cause de la guerre, le tout au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public.

Le siège d'affaires de la dite société est fixé dans la cité de Sherbrooke.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 S.R.P.Q., 1909, ce dixième jour de juin 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,

Département du trésor.

Québec.

2343—24-2

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "Patriotic Workers of Magog" a été autorisée par un ordre en Conseil portant le numéro 695 et approuvé le cinquième jour de juin 1918.

Le but de la dite société est déclaré être de pourvoir à l'assistance et au bien-être des soldats, et autres objets semblables; le tout au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public.

Le siège d'affaires de la dite société est fixé dans la ville de Magog.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 S.R.P.Q., 1909, ce dixième jour de juin 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

2345—24-2

EDW.-E. DUCKWORTH.

Avis d'émission de permis de société charitable.

Avis est par le présent donné que "The Canadian Grenadier Guards Association" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable à l'effet de pourvoir aux intérêts de tous les membres de ce régiment de retour de la guerre et de ceux qui sont prisonniers de guerre, aux moyens de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations, provenant de ses membres ou du public en général, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil datée du treizième jour d'avril 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce trentième jour de mai 1918.

Pour le trésorier de la province,

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,

Département du trésor.

Québec.

2203—23-2

Avis est par le présent donné que la "Queensland Insurance Company, Limited" of Sydney, N.-S., a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu.

Notice of formation of a charitable association.

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "Sherbrooke Patriotic Association" has been authorized by an Order in Council bearing the number 694 and approved the fifth day of June, 1918.

The purposes of the said association are stated to be to engage in patriotic work or assist in emergencies which may arise during or as a result of the war, the whole by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public.

The head office of the said association is fixed in the city of Sherbrooke.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 R.S.Q., 1909, this tenth day of June, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of insurance.

For the Treasurer of the Province of Québec.

Insurance Branch,

Treasury department.

Québec.

2344—24-2

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "Patriotic Workers of Magog" has been authorized by an Order in Council bearing the number 695 and approved the fifth day of June, 1918.

The purposes of the association are stated to be to provide assistance and comforts and the like for soldiers, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public.

The head office of the association is fixed in the town of Magog.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 R.S.Q., 1909, this tenth day of June, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province of Québec.

2346—24-2

Notice of issue of license to a charitable association.

Notice is hereby given that "The Canadian Grenadier Guards Association" has been licensed and registered as a charitable association for the purpose of to assist in looking after the interests of all returned guardsmen and those who are prisoners of war, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, as set forth in the declaration which preceded the authorisation of the lieutenant-governor in Council dated the thirteenth day of April, 1918.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of Québec, 1909, this thirtieth day of May, 1918.

For the provincial treasurer,

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department.

Québec.

2204—23-2

Notice is hereby given that the "Queensland Insurance Company, Limited", of Sydney, N.-S., has been registered to transact, in the Province of Québec, the business of fire insurance.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef dans la province de Québec est Frédérick-George Donaldson, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce trente et unième jour de mai 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
2217—23-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec is Frederick-George Donaldson, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R.S.Q., 1909, this thirty first day of May, 1918.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,
2218—23-2 Superintendent of insurance.

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Verchères, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Saint-François-Xavier-de-Verchères", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Verchères, dans le comté de Verchères.

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON.
Québec, 7 juin 1918. 2319

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur John Purcell, cultivateur, de la paroisse de Huntingdon, comté de Huntingdon, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "The district of Beauharnois wool grower's and sheep breeders' cooperative agricultural association", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village d'Huntingdon, dans le comté d'Huntingdon.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON.
Daté à Québec, le 7 juin 1918. 2321

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal. No 2344. Cour supérieure. Dame Elkie Leibovitch, de la cité et du district de Montréal, épouse de Sam Jonas, tailleur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs le dit Sam Jonas, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 20 mai 1918.

Le procureur de la demanderesse,
LYON-W. JACOBS.
Montréal, 6 juin 1918. 2299—24-5

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a stock breeding syndicate has been constituted in the county of Verchères, under the name of "Syndicat d'élevage de Saint-François-Xavier-de-Verchères", with its chief place of business in the municipality of the village of Verchères, in the county of Verchères.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 7th June, 1918. 2320

CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. John Purcell, farmer, of the parish of Huntingdon, county of Huntingdon, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "The district of Beauharnois wool growers' and sheep breeders' co-operative agricultural association", with its chief place of business in the municipality of the village of Huntingdon, in the county of Huntingdon.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 7th of June, 1918.
JOS.-ED. CARON,
2322 Minister of Agriculture.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2344. Superior Court. Dame Elkie Leibovitch, of the city and district of Montreal, wife of Sam Jonas, tailor, of the same place, and duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs the said Sam Jonas, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 20th day of May, 1918.

LYON-W. JACOBS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 6th June, 1918. 2300—24-5

Province de Québec, district de Montréal. No 3088. Cour supérieure. Dame Olivine Lizotte, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Constantin-Georges Alexopoulos, marchand, du même lieu, demanderesse; vs le dit Constantin-Georges Alexopoulos, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 11 avril 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
LEBLANC, BROSSARD,
FOREST, LALANDE & COFFIN.
Montréal, 17 avril 1918. 2215—23-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. No 4174. Dame Nellie Kentish, dûment autorisée à ester en justice a, le 29e jour de mai 1918, institué une action en séparation de biens contre son mari, Victor-M. Feller, agent, des cité et district de Montréal.

L'avocat de la demanderesse,
2161—22-5 ROMUALD ROY.

Province de Québec, district de Montréal, No 1448. Cour supérieure. Dame Laura Tremblay, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-A. Ducharme, fabricant en huile, du même lieu, demanderesse; vs le dit Joseph-A. Ducharme, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20ème jour de mai 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE.
Montréal, ce 28 mai 1918. 2151—22-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 492. Dame Donalda Cyr, épouse commune en biens de Delphis Mathieu, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Delphis Mathieu, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Le procureur de la demanderesse,
J.-H.-O. PAPIILLON.
Montréal, 21 mai 1918. 2055—21-5

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1386. Dame Délima Savard, épouse commune en biens de Napoléon Hamel, charretier, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Napoléon Hamel, charretier, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

Le procureur de la demanderesse,
LEON ROUILLARD.
Québec, 4 mai 1918 1925—20—5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5062. Dame Annie-Maud Goddard, épouse commune en biens de Herbert-Henry Pick, de Westmount, dans la cité de Montréal, constructeur, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Herbert-Henry Pick, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée encette cause, le 14 mai 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
LIGHTHALL & HARWOOD.
Montréal, 14 mai 1918. 1965—20-5

Province of Quebec, district of Montreal. No. 3088. Superior Court. Dame Olivine Lizotte, of the city and the district of Montreal, wife common as to the property of Constantin-Georges Alexopoulos, merchant, of the same place, plaintiff; vs the said Constantin-Georges Alexopoulos, of the city and the district of Montreal, defendant.

An action in separation as to the property has been instituted in this cause, on the 11th day of April, 1918.

LEBLANC, BROSSARD,
FOREST, LALANDE & COFFIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th April, 1918. 2216—23-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 4174. Dame Nellie Kentish, duly authorized to *ester en justice*, has, this 29th day of May, 1918, instituted an action in separation as to property against her husband, Victor-M. Feller, agent, of the city and district of Montreal.

ROMUALD ROY,
Attorney for plaintiff.
2162—22-5

Province of Quebec, district of Montreal. No. 1448. Superior Court. Dame Laura Tremblay, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph-A. Ducharme, oil manufacturer, of the same place, plaintiff; vs the said Joseph-A. Ducharme, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on 20th May, 1918.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th May, 1918. 2152—22-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 492. Dame Donalda Cyr, wife common as to property of Delphis Mathieu, trader, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Delphis Mathieu, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

J.-H.-O. PAPIILLON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 21st May, 1918. 2056—21-5

Canada, province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 1386. Dame Délima Savard, wife common as to property of Napoléon Hamel, carter, of the city of Quebec, duly authorised, plaintiff; vs Napoléon Hamel, carter, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been entered, to-day.

LEON ROUILLARD,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 4th May, 1918. 1926—20-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5062. Dame Annie-Maud Goddard, wife common as to property of Herbert-Henry Pick, of Westmount, in the city of Montreal, builder, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Herbert-Henry Pick, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 14th day of May, 1918.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 14th May, 1918. 1966—20-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2932. Dame Leda Côté, épouse commune en biens de Ena Robitaille, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, pour poursuivre son mari en séparation de biens, en vertu d'un jugement de cette Cour, en date du 26 février 1918, demanderesse ; vs Ledit Ena Robitaille, du même lieu, dit district, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, ce 12ième jour de mai 1918.

Les procureurs de la demanderesse,

DAGENAIS & CARON.

Montréal, le 20 mai 1918. 2057—21-5

Province de Québec, district de Montréal. No 4957. Cour supérieure. Dame Lillian Robinson, de la cité et du district de Montréal, femme commune en biens de Michael-George Cockaleades, du même lieu, commerçant, demanderesse ; vs le dit Michael-George Cockaleades, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 20 avril 1918.

Les avocats de la demanderesse,

WALSH & WALSH.

Montréal, 20 avril 1918. 2029—20-5

Province de Québec, district de Richelieu, Cour supérieure, No. 6244. Dame Antonia Vincent, du village de Saint-Guillaume-d'Upton, dans le district de Richelieu, épouse commune en biens de Alfred Leblanc, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Alfred Leblanc, journalier, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 1er mai 1918.

Les procureurs de la demanderesse,

PHANEUF & POIRIER.

Sorel, 15 mai 1918. 1991—20-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2932. Dame Leda Côté, wife common as to property of Ena Robitaille, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, to take an action in separation as to property against her husband, in virtue of a judgment of this Court, of the 26th of February, 1918, plaintiff ; vs the said Ena Robitaille, of the same place, said district, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, this 12th of May, 1918.

DAGENAIS & CARON,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th May, 1918. 2058—21-5

Province of Quebec, district of Montreal. No. 4957. Superior Court. Dame Lillian Robinson, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Michael-George Cockaleades, of the same place, trader, plaintiff ; vs the said Michael-George Cockaleades, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 20th April, 1918.

WALSH & WALSH,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th April, 1918. 2030—20-5

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 6244. Dame Antonia Vincent, of the village of Saint-Guillaume-d'Upton, in the district of Richelieu, wife common as to property of Alfred Leblanc, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs Alfred Leblanc, laborer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 1st day of May, 1918.

PHANEUF & POIRIER,

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 15th May, 1918. 1992—20-5

Avis divers

Ecole des Hautes études commerciales de Montréal.

A obtenu le diplôme de "Licencié en Sciences Comptables": M. Z. Labelle, de Sainte-Thérèse-de-Blainville. 2213

Avis public est par le présent donné qu'en conformité avec l'article 7295a des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, avis est par le présent donné que la "Riordon Pulp & Paper Company, Limited", corporation ayant son siège social dans la cité de Montréal, se propose de solliciter l'autorisation de construire un barrage sur la rivière Gordon, à Lumsden's Mills pour remplacer le barrage actuel, aussi un conduit, un réservoir, des régulateurs et une usine à force motrice sur les lots Nos 21-22, rang du lac Témiscamingue, dans le comté de Témiscamingue, parallèlement avec la dite rivière Gordon et le lac Témiscamingue.

Avis est aussi donné qu'une requête à cet effet, à laquelle sont annexés le plan et les spécifications de ces travaux indiquant le site choisi pour leur érection, ainsi que le terrain qui sera affecté par le recul des eaux, a été envoyée au ministre des terres et forêts, et qu'un double de ces plan et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement du comté de Témiscamingue, à Ville-Marie, P. Q.

Miscellaneous Notices

School for Commercial Studies of Montreal.

Has obtained the diploma of "Licentiate in Commercial of Sciences": Mr. Z. Labelle, of Sainte-Thérèse-de-Blainville. 2214

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295a of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, that the Riordon Pulp & Paper Company, Limited, a corporation having its head office in the city of Montreal, intends to apply for authorization to construct a dam on Gordon creek, at Lumsden's Mills replacing the existing dam, also conduit, forbay, penstocks and power house on lots Nos. 21-22, range lake Témiscamingue, in the county of Témiscamingue, running along or bordering upon the said Gordon creek and lake Témiscamingue.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specification of such work showing the site chosen for the construction thereof, and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specification has been deposited at the registry office for the county of Témiscamingue, at Ville-Marie, P. Q.

La demande que comporte la requête sera prise en considération à la date ou après la date qui suivra la première publication du présent avis, dans la *Gazette officielle de Québec*.

RIORDON PULP & PAPER COMPANY, LIMITED,

Par C.-B. THORNE,
Gérant de l'Industrie.

Montréal, 4 juin 1918. 2233—23-6

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the date following the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*.

RIORDON PULP & PAPER COMPANY, LIMITED,

Per C.-B. THORNE,
Manager of Manufacturing.

Montreal, 4th June, 1918. 2234—23-6

Les soussignés, Alfred Bonnier, entrepreneur de pompes funèbres, demeurant en la cité de Montréal, au No 681 de la rue Papineau; Henri Allard, épiciier, demeurant en la cité de Verdun, au No 1185 de la rue Gertrude; Hormisdas Corbeil, bourgeois, demeurant en la cité de Verdun, au No 1250 de la rue Wellington; Joseph Allard, menuisier, demeurant en la cité de Verdun, au No 28 de la rue Ross; Joseph-Hector-R. Messier, notaire, demeurant en la cité de Verdun, au No 1163 rue Wellington, donnent, par les présentes, avis qu'ils s'adresseront au lieutenant-gouverneur en Conseil pour demander de les constituer en compagnie, sous le nom de "La compagnie d'assurance funéraire de Montréal, limitée", pour transiger l'assurance funéraire et faire affaires comme entrepreneurs généraux de pompes funèbres et manufacturiers de fournitures en rapport avec l'entreprise de pompes funèbres, avec un capital-actions de \$150,000.00, divisé en 1500 actions de \$100.00 chacune. Le siège social sera à Montréal.

ALFRED BONNIER,
H. ALLARD,
JOSEPH ALLARD,
H. CORBEIL,
J.-H.-R. MESSIER.

Montréal, 25 mai 1918. 2123—22-4

The undersigned, Alfred Bonnier, funeral undertaker residing in the city of Montreal, at the No. 681 Papineau street; Henri Allard, grocer, residing in the city of Verdun, at the No. 1185, Gertrude street; Hormisdas Corbeil, gentleman, residing in the city of Verdun, at the No. 1250, Wellington street; Joseph Allard, joiner, residing in the city of Verdun, at the No. 28 Ross street; and Joseph-Hector-R. Messier, notary, residing in the city of Verdun, at the No. 1163, Wellington street, hereby give notice that application will be made by them to the Lieutenant-Governor in Council, for incorporation under the name of "La compagnie d'assurance funéraire de Montréal, limitée", to transact the business of funeral insurance and to carry on a general funeral undertaking business and the manufacture of funeral undertaker's supplies, with a capital stock of \$150,000.00 divided into 1500 shares of one hundred dollars (\$100.00) each. The place of business will be at Montréal.

ALFRED BONNIER,
H. ALLARD,
JOSEPH ALLARD,
H. CORBEIL,
J.-H.-R. MESSIER.

Montreal, 25th May, 1918. 2124—22-4

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "R. Hoe & Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Henry-Vincent Ball, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 1918. 2323

Companies authorized to do business

The company "R. Hoe & Company" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Henry-Vincent Ball, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 1918. 2324

La compagnie "General Accoustic Company of Canada, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures

The company "General Accoustic Company of Canada, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted

exercées contre elle, est M. A. Harmon, de Montréal. — against it, is Mr. A. Harmon, of Montreal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD,
Québec, 31 mai 1918. 2325

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary,
Quebec, 31st May, 1918. 2326

Compagnie dissoute

Company dissolved

Avis est par le présent donné que la compagnie "Coderre & Fils, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du huit février 1918, et ayant sa principale places d'affaires à Sherbrooke, est dissoute, conformément à l'article 6136 S.R.Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juin 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD,
2347

Notice is hereby given that the company "Coderre & Fils, Limitée" incorporated by letters patent of this province, bearing date the eighth February, 1918, with its chief place of business at Sherbrooke, is dissolved, pursuant to article 6136 Q.R.S., 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of June, 1918.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary,
2348

Examens

Examinations

La personne dont le nom suit se présentera au prochain examen du barreau, pour l'admission à l'étude du droit :

Monsieur Charles-Eugène Parent, âgé de 23 ans, demeurant à Hull, Qué., ayant étudié au collège Sainte-Marie de Montréal ; au collège Bourget, de Rigaud, Qué. et au collège Saint-Laurent, Qué., et jusqu'ici ayant toujours étudié.

Le secrétaire,
F.-B. MAJOR,
2307—24-2

Hull, 6 juin 1918.

The person named below is a candidate at the next examination of the Bar, for admission to the study of law :

Mr. Charles-Eugène Parent, 23 years old, residing at Hull, Que., and having studied at Saint Mary's College, Montreal, Bourget College, Rigaud, Que., and at Saint Laurent College, Que., and kept up studying up to the present.

F.-B. MAJOR,
Secretary,
2308—24-2

Ottawa, 6th June, 1918.

Les personnes dont les noms suivent se présenteront à l'examen de juillet 1918, pour l'admission à la pratique du droit :

John-Alden Aylen, âgé de 21 ans, demeurant dans la ville d'Ottawa, province d'Ontario ;

James-Thomson Mitchell, âgé de 35 ans, demeurant dans la cité de Hull, Qué.

Le secrétaire,
F.-B. MAJOR,
2309—24-2

Hull, 6 juin 1918.

The persons named below are candidates at the examination of July, 1918, for admission to the practice of law :

John Alden Aylen, 21 years old, residing in the town of Ottawa, Province of Ontario ;

James-Thomson Mitchell, 35 years old, residing in the city of Hull, Que.

F.-B. MAJOR,
Secretary,
2310—24-2

Hull, 6th June, 1918.

DISTRICT DES TROIS-RIVIERES.—DISTRICT OF THREE RIVERS.

TABLEAU DES ASPIRANTS A L'ÉTUDE DU DROIT.—LIST OF CANDIDATES TO THE STUDY OF LAW.

Nom Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Séminaire Seminary
1.—Boisvert.....	Maurice.....	21	Nicolet.....	Nicolet.
2.—Comeau.....	Lucien.....	19	Tr-Rivières— Thr. Rivers.	Trois-Rivières—Three Rivers.
3.—Désilets.....	Albert.....	22	Bécancourt....	Nicolet.
4.—Fortin.....	Joseph-Emile....	21	Tr-Rivières— Thr. Rivers.	Trois-Rivières—Three Rivers.
4.—Lafond.....	Joseph.....	21	Grand'Mère...	Trois-Rivières—Three Rivers.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
FERNAND QUESNEL,
Secretary of the Bar of Three Rivers.

Trois-Rivières, 1er juin 1918.—Three Rivers, 1st June, 1918.

2255-56—23-3

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY OF

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
1.—Bernard.....	Rodolphe.....	20	Montréal.....	Coll. Montréal & Loyola.
2.—Bourgeau.....	Bruno.....	21	".....	Coll. Ste-Marie.
3.—Cormier.....	Calixte.....	23	".....	Cours de Boissieu & Laroche.
4.—Décarie.....	Paul.....	19	".....	Coll. Montréal & Ste-Marie.
5.—DeMartigny...	Camille.....	St-Jérôme...	Mont St-Louis & Cours Leblond de Brumath.
6.—Diner.....	Louis.....	24	Montréal.....	McGill & Laval Univ.
7.—Gallery.....	John-O.....	22	".....	Loyola College.
8.—Hartt.....	Maurice.....	29	".....	Public & High Schools, Rumania.
9.—Lavut.....	Louis.....	24	".....	Hunter's Acad. & McGill Univ.
10.—Malo.....	Aimé.....	23	".....	Sém. St-Hyacinthe et Cours de Boisieu.
11.—McAvoy.....	Germain.....	18	".....	Mont St-Louis & Cours de Boiss.
12.—Morin.....	Ls-Joseph.....	18	Outremont.....	Coll. Ste-Marie et St-Jean.
13.—Panneton.....	Jacques.....	23	Montréal.....	Coll. Sherbrooke et Hautes Etudes Commerciales.
14.—Pender.....	G.-M.....	24	Windsor-Mills..	Bishop's Cool. & McGill Univ.
15.—Perras.....	Loyola.....	18	Montréal.....	Ec. de l'Archevêché, Montréal et Coll. St-Stanislas, Paris.
16.—Pérusse.....	J.-Achille.....	18	".....	Coll. Commere. de Victoriaville.
17.—Piché.....	Edmond.....	26	".....	Ste-Marie.
18.—Presner.....	Philipp.....	21	".....	McGill College.
19.—Rivest.....	Alexandre.....	23	Joliette.....	Sém. de Joliette.
20.—Tassé.....	Alain.....	20	St-J-d'Iberville.	Coll. St-Marie et St-Jean.
21.—MacKay.....	Hector.....	19	Montréal.....	Coll. Montréal et Ste-Marie.

Le secrétaire du Barreau de Montréal.

GUSTAVE MORIN,

Secretary of the Bar of Montreal.

2253-54—23-2

Montréal, 1er juin—1st June, 1918.

Faillite—avis de

Notice of Bankruptcy

Province de Québec, district de Montréal.
No 85. Cour supérieure. Dans l'affaire de:
Max-M. Kirsch, 151 rue Notre-Dame-Ouest,
Montréal, failli.

Avis est par le présent donné que le 30 mai
1918, par ordre de la Cour supérieure, les soussi-
gnés ont été nommés curateurs conjoints aux
biens du dit failli qui en a fait cession judiciaire
au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être
produits à nos bureaux dans les trente jours du
présent avis.

Les curateurs conjoints,
W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER.

Montréal, le 30 mai 1918. 2335

Province of Quebec, district of Montreal.
No. 85. Superior Court. In the matter of:
Max M. Kirsch, 151 Notre-Dame St. West,
Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 30th day of
May, 1918, by an order of the Superior Court, the
undersigned were appointed joint curators to the
property of the said insolvent who has made a
judicial abandonment of his property for the bene-
fit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within
thirty days from this notice.

W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,

Joint curators.

Montreal, 30th May, 1918. 2336

Cour supérieure. No 101. Montréal. W.
Stead et P. Stephenson.

"Stead et Stephenson" ont, ce jour, fait cession
de leurs biens et j'ai été nommé gardien provisoire.

H.-E. SEYMOUR ADAMS.
Montréal, 29 mai 1918. 2339

Superior Court. No. 101. Montreal. W.
Stead and P. Stephenson.

"Stead and Stephenson" have made an aban-
donment of their property, this day, and I have
been appointed provisional guardian.

H.-E.-SEYMOUR ADAMS.
Montreal, 29th May, 1918. 2340

Canada, rovince de Québec, district des Trois-Rivières. No 584. Cour supérieure. *In re*: La Brasserie J.-M. Spenard, Limitée. Trois-Rivières, Qué., en liquidation.

Avis est par le présent donné que par une ordonnance de la Cour en date du 10 juin 1918, j'ai été nommé liquidateur aux biens de cette succession.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains sous un mois de cette date.

Le liquidateur,
HENRI BISSON.

Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga.
Trois-Rivières, 11 juin 1918. 2341

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers. No. 584. Superior Court. *In re*: La Brasserie J.-M. Spenard, Limitée, Three Rivers, Que., in liquidation.

Notice is hereby given that by an order of the Court dated 10th June, 1918, I have been appointed liquidator to the property of the above named company.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

HENRI BISSON,
Liquidator.

Office: Hochelaga Bank Building.
Three Rivers, 11th June, 1918. 2342

Province de Québec, district de Montréal, No 96, Cour supérieure. Dans l'affaire de Pearson Bros, 48 rue Saint-Jacques, Montréal, faillis.

Avis est par le présent donné que le 6 juin 1918, par ordre de la Cour supérieure, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens des dits faillis qui en ont fait cession judiciaire au bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, assermentées, doivent être produites à nos bureaux dans les trente jours du présent avis.

Les curateurs conjoints,
W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER.

Montréal, 6 juin 1918. 2337

Province of Quebec, district of Montreal, No. 96, Superior Court. In the matter of Pearson Bros, 48 Saint James street, Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that on the 6th day of June, 1918, by an order of the Superior Court, the undersigned were appointed joint curators to the property of the said insolvents who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,
Joint curators.

Montreal, 6th June, 1918. 2338

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure. Eug. Doucet, Fils & Cie, enr., et Pauline Collin, marchands, Beauport, P. Q., faillis.

Avis est par le présent donné que par un jugement de l'hon. juge C.-E. Dorion, en date du 10 courant, les soussignés ont été nommés curateurs à cette faillite.

Les curateurs,
MATTE & MATTE.

Bureau: 88 rue Saint-Pierre.
Québec, 12 juin 1918. 2363

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court. Eug. Doucet, Fils & Cie, regd., and Pauline Collin, merchants, Beauport, P. Q., insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Hon. Justice C.-E. Dorion, dated the 10th instant, the undersigned have been appointed curators to this insolvent estate.

MATTE & MATTE,
Curators.

Office: 88 Saint-Peter street.
Quebec, 12th June, 1918. 2364

En vertu de la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 8. *In re*: Hyde & Sons, Ltd. Montréal, en liquidation.

Un 1er bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 30 juin 1918.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE,
Liquidateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 15 juin 1918. 2365

Under the winding up act.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 8. *In re*: Hyde & Sons, Ltd., Montreal, in liquidation.

A 1st dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 30th June, 1918.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE,
Liquidators.

Banque Nationale building,
99 Saint-James street.
Montreal, 15th June, 1918. 2366

Province de Québec, district d'Iberville. Cour supérieure. *In re*: Alcide Trahan, insolvable, Saint-Jean, Qué.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 29 juin 1918, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,
VINCENT LAMARRE.

Bureaux: 820 édifice "Power".
Montréal, 12 juin 1918. 2367

Province of Quebec, district of Iberville. Superior Court. *In re*: Alcide Trahan, insolvent, Saint Johns, Que.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 29th June, 1918, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" bldg.
Montreal, 12th June, 1918. 2368

Re: Eustache Pelletier, marchand, de Cap-Chat, insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 11 juin 1918, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Les gardiens provisoires,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé).

Québec, 11 juin 1918.

2369

En vertu de la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 503. Premier Glass Company of Canada, Limited, en liquidation; J.-W. Michaud, liquidateur.

Un deuxième et dernier dividende a été déclaré en l'affaire ci-haut et sera sujet à objection jusqu'au 1er juillet 1918, après laquelle date, les dividendes seront payables au bureau du soussigné.

Le liquidateur,
J.-W. MICHAUD.

55 rue Saint-François-Xavier, Montréal.

Montréal, 15 juin 1918.

2371

Canada, province de Québec, district de Québec, No 298. Cour supérieure. *Re:* J. Guay & Fils, tanneur, Québec, insolvable.

Avis est par les présentes donné que le 5ième jour de mars 1918, nous avons été nommés curateurs, et MM. G.-F. Love, gérant de la Banque Impériale du Canada, à Québec, et A.-A. Paradis, de Victoria Hide & Skin Co., de Victoriaville, P. Q., inspecteurs aux biens du dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable, sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, dans les trente jours de cette date.

Les curateurs,
LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: édifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre.

Québec, 15 juin 1918.

2379

Ventes à l'encan

Avis est par le présent donné au public que, sous l'autorité de la loi des chemins de fer du Canada, la compagnie de messageries "Dominion" vendra à l'enchère publique, en la cité de Montréal, dans la province de Québec, MARDI, le DIX-HUITIEME jour de JUIN 1918, toutes les consignations non réclamées détenues antérieurement au 1er juin 1917, dans les bureaux de la division atlantique.

Le président et gérant-général,
1915 W.-S. STOUT.

Dans l'affaire de La Cie d'immeubles de St-Roch, ltée, Québec, en liquidation.

Avis est donné par les présentes que MERCREDI, le 26 JUIN 1918, à 11 hrs a. m., seront vendus par encan public, à nos bureaux, les immeubles de la dite compagnie en liquidation, comme suit:

1. Les lots maintenant connus et désignés sous les numéros quatorze cent quatre-vingt-douze et quatorze cent quatre-vingt-treize (1492-1493), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, consistant en un terrain borné en front,

Re: Eustache Pelletier, of Cap Chat, merchant, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors on 11th June, 1918, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional guardians.

Offices: 147 Mountain Hill,
(Bossé building).

Quebec, 11th June, 1918.

2370

Under the winding up act.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 503. Premier Glass Company of Canada, Limited, in liquidation; J.-W. Michaud, liquidator.

A second and final dividend has been declared in the above matter which will be open for objection until 1st July, 1918, after which date, dividends will be payable at the office of the undersigned.

J.-W. MICHAUD,
Liquidator.

55, Saint-François-Xavier street, Montreal.

Montreal, 15th June, 1918.

2372

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 298. Superior Court. *Re:* J. Guay & Fils, tanner, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that on the 5th March, 1918, we have been appointed curators and Messrs G.-F. Love, manager of The Imperial Bank of Canada, Quebec, A.-A. Paradis, of Victoria Hide & Skin Co., of Victoriaville, P. Q., inspectors to the said estate.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Curators.

Offices: "Dominion building",
126 Saint Peter street.

Quebec, 15th June, 1918.

2380

Auction Sales

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE, 1918, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to 1st June, 1917. at Offices in the Atlantic Division.

W.-S. STOUT,
1916 President and General Manager.

In the matter of La Cie d'immeubles de St-Roch, limitée, Québec, in liquidation.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, JUNE 26th, 1918, at 11.00 o'clock A.M., will be sold by public auction, at our offices, the immoveable properties of the said company in liquidation, as follows:

1. The lots now known and designated as being numbers fourteen hundred and ninety two and fourteen hundred and ninety-three (1492-1493), of the official plan and book of reference for the cadastre of Jacques-Cartier ward, city of Quebec, consisting in a lot of land bounded in front,

vers le nord, à la rue Saint-Joseph, en arrière, vers le sud, par la ruelle Octave—avec les bâtisses pouvant s'y trouver, circonstances et dépendances;

2. Le lot maintenant connu et désigné sous le numéro quatorze cent quatre-vingt-quatorze-un, (1494-1), des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain s'étendant de la rue Saint-Joseph jusqu'à la ruelle Octave—avec les bâtisses pouvant s'y trouver, circonstances et dépendances;

3. Le lot maintenant connu et désigné sous le numéro quinze cent trente-deux (1532), des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé au côté sud de la ruelle Octave—avec les bâtisses pouvant s'y trouver, circonstances et dépendances;

4. Le lot maintenant connu et désigné sous le numéro quinze cent trente-trois (1533), des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé au côté sud de la ruelle Octave—avec les bâtisses pouvant s'y trouver, circonstances et dépendances;

5. Un terrain situé au côté sud de la ruelle Octave—avec les bâtisses pouvant s'y trouver, circonstances et dépendances, étant la partie nord-est du lot connu et désigné sous le numéro quinze cent trente-six (1536), des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, ce terrain contenant vingt-huit pieds plus ou moins de front sur la profondeur du dit lot, tel que plus amplement décrit dans un acte de vente par Wilbrod James Miller à F.-X. Drolet, le 3 novembre 1893, E.-J. Angers, N. P., et sujet aux restrictions qui y sont mentionnés, quant au droit de mitoyenneté;

6. Les droits de la dite compagnie en liquidation de construire au-dessus de la ruelle Octave, pour communiquer entre ses propriétés construites et sises sur les deux côtés de la dite ruelle. Ces droits s'appliquent aux lots numéros quatorze cent quatre-vingt-douze, quatorze cent quatre-vingt-treize, quatorze cent quatre-vingt-quatorze, quinze cent trente-deux et quinze cent trente-six (1492-1493-1494-1532 et 1536) du cadastre du quartier Jacques-Cartier, cité de Québec, et sont basés sur un amendement à la loi constituant en corporation la dite cité de Québec, 7 George V, chap. 59, section 10, 1916.

Tous les immeubles et droits immobiliers ci-dessus seront vendus en un seul lot, en bloc, au plus haut et dernier enchérisseur.

Conditions de paiement : Un dépôt de dix pour cent sera exigé sur adjudication, et la balance payable lors de la signature de l'acte de vente.

Les certificats d'enregistrement et les titres sont entre les mains des liquidateurs, pour examen par les intéressés.

Les liquidateurs,

LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux : Edifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre, Québec. 1539—17-4

towards the north, by Saint Joseph street, in the rear, towards the south, by Octave lane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot now known and designated as being the number fourteen hundred and ninety four-one (1494-1), of the official plan and book of reference for the cadastre of Jacques-Cartier ward, city of Quebec, consisting in a lot of land extending from Saint Joseph street to Octave lane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

3. The lot now known and designated as being the number fifteen hundred and thirty two (1532), of the official plan and book of reference for the cadastre of Jacques-Cartier ward, city of Quebec, consisting in a lot of land situated on the south side of Octave lane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

4. The lot now known and designated as being number fifteen hundred and thirty three (1533), of the official plan and book of reference for the cadastre of Jacques-Cartier ward, city of Quebec, consisting in a lot of land situated on the south side of Octave lane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

5. A lot of land situated on the south side of Octave lane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being the north-east part of the lot known and designated as being number fifteen hundred and thirty six (1536), of the official plan and book of reference for the cadastre of Jacques-Cartier ward, containing twenty eight feet more or less in front or the depth of said lot, and more fully described in a deed of sale by Wilbrod-James Miller to F.-X. Drolet, November 3rd, 1893, E.-J. Angers, N.P., subject to restrictions mentioned in said deed of sale, as regards the "mitoyenneté";

6. The rights of the said company in liquidation to build over Octave lane, so as to communicate between its properties erected and situated on both sides of said lane. These rights apply to lots fourteen hundred and ninety-two, fourteen hundred and ninety three, fourteen hundred and ninety four, fifteen hundred and thirty-two and fifteen hundred and thirty six, (1492-1493-1494-1532 and 1536) of the cadastre for Jacques-Cartier ward, city of Quebec, and are governed by an amendment to the law constituting the said city of Quebec into a corporation, 7 George V, chap. 59, section 10, 1916.

All the immoveable properties and rights will be sold in one lot, *en bloc*, to the highest and last bidder.

Conditions of payment : Ten per cent will be required upon adjudication, and the balance payable upon signature of the deed of sale.

The registrar's certificates and titles are in the hands of the liquidators for examination by interested parties.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Liquidators.

Offices : "Dominion" Building,
126 Saint Peter street, Quebec. 1540—17-4

VENTES PAR LES SHÉRIFS BEDFORD

SHERIFFS' SALES BEDFORD

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } JOSEPH - A. - M.
District de Bedford. } BROSSEAU, de-
No 99. } mandeur; contre les
meubles et effets, les terres et héritages des
HERITIERS de feu Damase Brosseau, défendeurs.

Saisis en exécution comme appartenant aux dits défendeurs :

1. La moitié indivise du lopin de terre situé dans le canton Dunham, dans le district de Bedford, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, sous le numéro cadastral cinq cent soixante-huit (568), mesurant cinquante-cinq acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent ;

2. La moitié indivise du lopin de terre situé dans le canton de Dunham, dans le district de Bedford, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham sous le numéro cadastral cinq cent soixante-dix (570), mesurant vingt-six acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent ;

3. Tous les droits réels sur le lot numéro cinq cent quarante-six (546) et la moitié de la partie est du lot numéro cinq cent soixante-douze (572), du dit canton de Dunham, comme appartenant aux défendeurs et constitués par l'acte de vente avec condition résolutoire ou bail conditionnel, passé devant P.-C. DuBoyce, notaire, par Isabella-Maria Montgomery en faveur de Damase Brosseau, le 26 mars 1911.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Croix-de-Dunham, au village de Dunham, district de Bedford, MERCREDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain 1918, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif.
Sweetsburg, 11 juin 1918. 2329—24-2
[Première publication, 15 juin 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } JOSEPH - A. - M.
District of Bedford. } BROSSEAU, plain-
No. 99. } tiff; against the goods
and chattels, lands and tenements of the HEIRS
of the late Damase Brosseau, defendants.

Taken in execution as belonging to the said defendants:

1. The undivided half of that certain piece of land situated in the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Dunham, as cadastral lot number five hundred and sixty eight (568), containing fifty five acres, more or less—with all improvements thereon;

2. The undivided half of that certain piece of land situated in the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Dunham, as cadastral lot number five hundred and seventy (570), containing twenty six acres, more or less—with all improvements thereon;

3. All the real rights in lot number five hundred and forty six (546) and one half of the east part of lot number five hundred and seventy two (572), of the said township of Dunham, as belonging to defendants and created in virtue of a deed of sale with resolatory condition or conditional lease, before P.-C. DuBoyce, notary, by Isabella-Maria Montgomery to Damase Brosseau, on 26th March, 1911.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Croix-de-Dunham, at the village of Dunham, district of Bedford, on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of JULY, next, (1918), at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

C.-B. JAMESON,
Sheriff.

Sheriff's office.
Sweetsburg, 11th June, 1918. 2330—24-2
[First publication, 15th June, 1918.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } ALFRED GREGOIRE,
No 4041. } RE, de Chicoutimi,
et y faisant affaires seul à Chicoutimi, sous la
raison de "Desmarais & Grégoire"; vs THOMAS
et EDMOND BOUCHARD, son fils, tous deux
de Chicoutimi.

Comme appartenant au défendeur, Edmond Bouchard:

Tout ce lopin de terre ou emplacement formé des lots huit cent soixante-trois (860-3) et huit cent soixante et un-quatorze (861-14), du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, au palais de justice à Chicoutimi, en la ville de Chicoutimi, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET 1918, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L. ALAIN.

Bureau du shérif.
Chicoutimi, 7 juin 1918. 2301—24-2
[Première publication, 15 juin 1918.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } ALFRED GREGOIRE,
No. 4041. } of Chicoutimi, and
there carrying on business alone under the firm
name and style of "Desmarais & Grégoire"
vs THOMAS and EDMOND BOUCHARD, his
son, both of Chicoutimi.

As belonging to the defendant, Edmond Bouchard:

All that parcel of land or emplacement composed of the lots eight hundred and sixty-three (860-3) and eight hundred and sixty one-fourteen (861-14), of the official cadastre of the town of Chicoutimi—together with the buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at my office, in the Court House, at Chicoutimi, in the town of Chicoutimi, on the NINETEENTH day of JULY, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

L. ALAIN,
Sheriff.

Sheriff's office.
Chicoutimi, 7th June, 1918. 2302—24-2
[First publication, 15th June, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir: } **ARTHUR LAVIGNE**,
No 2064. } marchand de musique, de la cité de Québec, demandeur; contre E.-E. GAUTHIER, ptre, de la paroisse de Saint-Cyriac, comté de Chicoutimi.

Un emplacement connu et désigné au cadastre officiel du village de Bagotville sous le numéro deux cent sept (No 207)—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse (Bagotville), le DIX-HUITIEME jour de JUILLET 1918, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L. ALAIN.

Bureau du shérif.
Chicoutimi, 8 juin 1918 2303—24-2
[Première publication, 15 juin 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Quebec.

Chicoutimi, to wit: } **ARTHUR LAVIGNE**,
No. 2064. } music dealer, of the city of Quebec, plaintiff; against E.-E. GAUTHIER, priest, of the parish of Saint Cyriac, county of Chicoutimi.

That certain emplacement known and designated on the official cadastre of the village of Bagotville under the number two hundred and seven (No. 207)—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alphonse (Bagotville), on the EIGHTTEENTH day of JULY, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. ALAIN,
Sheriff.

Sheriff's office.
Chicoutimi, 8th June, 1918. 2304—24-2
[First publication, 15th June, 1918.]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Gaspé.

New-Carlisle, à savoir: } **DAME MARIE-**
No 383. } **ALBINE RICHARD**, épouse séparée de biens de Joseph-Elisée Roy, tous deux de New-Carlisle, comté de Bonaventure, district de Gaspé, et faisant affaires sous le nom de New-Carlisle Bottling Works, et le dit J.-E. Roy, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, demanderesse; contre DENIS DONOGHUE, de Percé, comté de Gaspé, et district de Gaspé, défendeur.

La moitié indivise d'un certain lot de terre situé dans le deuxième rang du canton Percé, dans le comté de Gaspé, étant le lot connu et désigné sous le numéro six cent trente-sept, (No 637), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Percé, — avec une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau du shérif, dans la municipalité de Percé, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, 1918, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JAS.-T. TUZO.

Bureau du shérif.
2333—24-2
[Première publication, 15 juin 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Gaspé.

New-Carlisle, to wit: } **DAME MARIE-AL-**
No. 383. } **BINE RICHARD**, wife separated as to property of Joseph-Elisée Roy, both of New-Carlisle, county of Bonaventure, district of Gaspé, and doing business under the name of New-Carlisle Bottling Works, and the said J.-E. Roy to authorize and assist his said wife to the end of these presents, plaintiff; against DENIS DONOGHUE, of Percé, county of Gaspé, district of Gaspé, defendant.

The undivided half of a certain lot of land situate in the second range of the township of Percé, in the county of Gaspé, being the lot known and designated under the number six hundred and thirty seven (No. 637), of the official plan and book of reference of the said township of Percé—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the municipality of Percé, on the SEVENTEENTH day of JULY next, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS.-T. TUZO,
Sheriff.

Sheriff's office.
2334—24-2
[First publication, 15th June, 1918.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } **JOHN.-C. KAINED**
No 6314. } **MARK-H. KAINED**, industriels, tous deux de la cité de Québec, et faisant affaires comme marchands de bois dans les cité et district de Québec, sous les nom et raison sociale de "J.-C. Kaine & Son", demandeurs; contre PHILIPPE GAGNE, de l'endroit appelé "Sully", district de Kamouraska, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Tous les droits immobiliers et autres qu'a et peut avoir le dit défendeur Philippe Gagné, ainsi que toutes les améliorations faites par ce dernier sur les lots de terre connus et désignée aux plan et

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } **JOHN.-C. KAINED**
No. 6314. } **MARK-H. KAINED**, industrials, both of the city of Quebec, and carrying on business as lumber merchants in the city and district of Quebec, under the firm name and style of J.-C. Kaine & Son" plaintiffs; against PHILIPPE GAGNE, of the place called "Sully", district of Kamouraska, defendant.

As belonging to said defendant :

All the real and other rights which the said defendant, Philippe Gagné holds or may hold, together with all the improvements made by him on the lots of land known and designated on the

livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour le canton Escourt, sous le numéro trente (No 30), rang trois, et la (1/2) demie nord-est du lot trente-et-un (No 31), rang trois, du dit canton, contenant environ cinquante acres et demi; bornée au nord par la ligne trente, au sud par la ligne trente-deux, à l'est par le fronteau trois et quatre, à l'ouest à Jean Asselin—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David-Escourt, comté de Témiscouata, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain 1918, à UNE heure de l'après midi.

Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.
Fraserville, 11 juin 1918. 2331—24-2
[Première publication, 15 juin 1918.]

official cadastral plan and book of reference of the county of Temiscouata, for the township of Escourt, under the numbers thirty (No. 30), third range, and the northeast half (1/2) of the lot thirty one (No. 31), third range, of said township, containing about fifty acres and a half; bounded on the north by the line of lot thirty, on the south by the line of lot thirty two, on the east by the line between the third and fourth ranges, on the west by Jean Asselin—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-David-Escourt, county of Temiscouata, on the SEVENTEENTH day of JULY next, 1918, at ONE o'clock in the afternoon.

J.-O. GIRARD,
Sheriff.

Sheriff's office.
Fraserville, 11th June, 1918. 2332—24-2
[First publication, 15th June, 1918.]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Beauce.

Montmagny, à savoir: } **PIERRE BOUF-**
No 3761. } **FARD**, du village
de Saint-Joseph et **ARTHUR GODBOUT**, de
Saint-Georges, tous deux avocats, pratiquant
en société à Saint-Joseph-de-Beauce, sous la
raison sociale de "Bouffard & Godbout",
demandeurs; contre **LEOPOLD TARDIF**, de
Saint-Camille, défendeur, à savoir:

Les prétentions, droits et améliorations du
défendeur sur le lot No 45 (quarante-cinq), du
cadastre officiel pour le septième rang, canton
Panet, paroisse de Saint-Just—circonstances et
dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Just, comté de Montmagny,
le DEUXIEME jour de JUILLET prochain 1918,
à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
A. BERNATCHEZ.

Bureau du shérif.
Montmagny, 27 mai 1918. 2185—22-2
[Première publication, 1er juin 1918.]
[Deuxième publication, 15 juin 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—Québec.

Montmagny, à savoir: } **DORCHESTER**
No 2504. } **LUMBER CO**
LTEE, de Saint-Malachie, corps politique et
incorporé, ayant son principal siège d'affaires à
Saint-Malachie, demanderesse; contre **JEAN**
ASSELIN, de Sully, Témiscouata, défendeur.

1. La partie sud, étant la partie comprise
entre le Lac Vert et le Trait carré sud, divisant
le 3ème et le 4ème rangs des lots Nos 346-347
(trois cent quarante-six et trois cent quarante-
sept), connus et désignés au cadastre officiel
de la paroisse de Saint-Lazare, actuellement
de la paroisse de Saint-Nérée, 3ème rang
(troisième rang)—circonstances et dépendances;

2. La partie nord, étant la partie comprise
entre la rivière des Abénaquis et le Trait carré nord
divisant le 3ème et le 4ème rang, des lots Nos
618-619-620-623-624, connus et désignés au
cadastre officiel de Saint-Lazare, actuellement
de Saint-Nérée, 4ème rang—circonstances et
dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Beauce.

Montmagny, to wit: } **PIERRE BOUF-**
No. 3761. } **FARD**, of the vil-
lage of Saint Joseph and **ARTHUR GODBOUT**,
of Saint Georges, both advocates into partnership
under the name of "Bouffard & Godbout",
plaintiff; against **Léopold Tardif**, of Saint
Camille, defendant, to wit:

The claims, rights and improvements of the
defendant on the lot No. 45 (forty five), of the
official cadastre for the seventh range of the town-
ship Panet, parish of Saint Just—circumstances and
dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Just, county of Montmagny, the SECOND
day of JULY next, 1918, at THREE o'clock
in the afternoon.

A. BERNATCHEZ,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montmagny, 27th May, 1918. 2186—22-2
[First publication, 1st June, 1918.]
[Second publication, 15th June, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—Québec.

Montmagny, to wit: } **DORCHESTER**
No. 2504. } **LUMBER CO,**
LTD., of Saint Malachie, a body politic and
corporate, having its head business seat at Saint-
Malachie, plaintiff; against **JEAN ASSELIN**,
of Sully, Temiscouata, Defendant.

1. The south part being the part lying and
situate between Lac Vert and the south Trait carré
running between the 3rd and the 4th ranges of
the lots Nos. 346-347 (three hundred and forty
six and three hundred and forty seven) known
and designated on the official cadastre for the
parish of Saint Lazare, presently of the parish
of Saint Nérée, 3rd range (third range)—cir-
cumstances and dependencies.

2. The north part, being the part lying and
situate between the Abénaquis river and the
north Trait carré running between the 3rd and the
4th ranges of the lots 618-619-620-623-624, known
and designated on the official cadastre of Saint
Lazare, presently of the parish of Saint Nérée,
4th range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Nérée, le HUITIEME jour de JUILLET prochain 1918, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
A. BERNATCHEZ.

Bureau du shérif.

Montmagny, 27 mai 1918. 2187—22-2
[Première publication, 1er juin 1918.]
[Deuxième publication, 15 juin 1918.]

Saint-Nérée, on the-EIGHTH day of JULY next, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A. BERNATCHEZ,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montmagny, 27th May, 1918. 2188—22-2
[First publication, 1st June, 1918.]
[Second publication, 15th June, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—Beauce.

Montmagny, à savoir: } A MEDÉE RODRI-
No 3654. } GUE, fromager et
cultivateur, de Sainte-Sabine Station, deman-
deur; contre ALFRED ROBIDOUX, de lieux
inconnus, défendeur, à savoir:

Un certain emplacement situé à Sainte-Sabine-
de-Bellechasse, contenant quarante-sept pieds
de largeur sur cent six pieds de profondeur, à
détacher du lot quarante-cinq du cadastre officiel
pour le cinquième rang du canton Bellechasse;
borné comme suit: au sud-ouest à Joseph Clou-
tier, au nord-est à un chemin de sortie, en front
au chemin public, au nord à l'acquéreur—avec
maison et bâtisses dessus construites, circon-
stances et dépendances.

Dans cette cause, la vente du présent immeu-
ble ainsi que de l'immeuble déjà annoncé dans la
Gazette officielle, en date du 11 et du 25 mai, aura
lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-
Camille, le TROISIEME jour de JUILLET pro-
chain 1918, à DIX heures du matin.

Le shérif,
A. BERNATCHEZ.

Bureau du shérif.

Montmagny, 27 mai 1918. 2191—22-2
[Première publication, 1er juin 1918.]
[Deuxième publication, 15 juin 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—Beauce.

Montmagny, to wit: } A MEDÉE RODRI-
No. 3654. } GUE, cheese-maker
and farmer; of Sainte Sabine Station, plaintiff;
against ALFRED ROBIDOUX, of unknown
country, defendant, to wit:

A certain emplacement situated at Sainte-
Sabine-de-Bellechasse, of the countenance of
forty-seven feet in width by one hundred and six
feet in depth, to be detached from the lot forty
five of the official cadastre for the fifth range of
the township of Bellechasse; bounded as follows:
on the south west by Joseph Cloutier, on the
north east by a passage road, on the front by the
public road, on the north by the purchaser—
with the house and buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

The sale of the present immoveable, also the
immoveable previously announced in the *Official
Gazette*, dated the 11th and the 25th of May, will
take place at the church door of the parish of
Saint-Camille, the THIRD day of JULY next,
1918, at TEN o'clock in the forenoon.

A. BERNATCHEZ,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montmagny, 27th May, 1918. 2192—22-2
[First publication, 1st June, 1918.]
[Second publication, 15th June, 1918.]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-
No 209. } REAL, corps incor-
poré de la cité de Montréal, demanderesse; vs
GEORGE TURBAGNE ALIAS TURBANE, de
la cité de Montréal, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Mont-
réal, district de Montréal, ayant front sur la rue
Hutchison, de ladite cité, connu et désigné sous
le numéro cent soixante-six (166) de la resubdivi-
sion de la subdivision officielle numéro trois (3)
du lot originaire numéro six cent quarante-et-un
(641-3-166), des plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse Saint-Laurent, district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUIL-
LET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.
Publications des 4 et 25 mai 1918, sont nulles.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 juin 1918. 2361—24-2
[Première publication, 15 juin 1918.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 209. } TREAL, a corporate
body of the city of Montreal, plaintiff; vs
GEORGE TURBAGNE ALIAS TURBANE,
of the city of Montreal, defendant.

A lot of land being and situate in the city of
Montreal, district of Montreal, fronting on
Hutchison street, of the said city, known and
designated under the number one hundred and
sixty six (166), of the resubdivision of the official
subdivision number three (3), of the primitive
lot number six hundred and forty one (641-3-166),
on the official plan and book of reference of the
parish of Saint Laurent, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the NINETEENTH day of JULY next, at
TEN o'clock in the forenoon.

Publications of the 4th and 25th of May,
1918, are void.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th June, 1918. 2362—24-2
[First publication, 15th June, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITÉ DE MONT-**
No 87. } **RÉAL**, corps incor-
poré de Montréal, demanderesse ; contre **THEO-**
DORE GOULET, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Clarke, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-trois (243) de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-deux (342), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse Saint-Laurent, dans cette partie de ladite paroisse maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier Ahuntsic-Bordeaux.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 mai 1918. 2063—21-2
[Publication du 4 mai 1918 est nulle.]
[Première publication, 25 mai 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME PHILOMENE**
No 4737. } **GAUTHIER**, veuve
de Jean-Baptiste Hotte, demanderesse ; vs
DESIRE MONGRAIN ET AL., défendeurs.

Saisi comme appartenant audit défendeur Désiré Mongrain :

Un lot de terre ayant front sur la rue Christophe Colomb, dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro cinq (5-264), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec le droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle sise en arrière dudit lot—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 mai 1918. 2065—21-2
[Première publication, 25 mai 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME MARIE-ANNE**
No 4703a. } **GAGNON**, épouse
contractuellement séparée de biens de Arthur
Denis, médecin, et ce dernier tant personnellement
que pour autoriser sa dite épouse aux fins
des présentes, demandeurs ; contre **DAME**
CLEMENTINE FORGET, épouse judiciairement
séparée de biens de Joseph Desjardins, de
lieux inconnus, et ladite Dame C. Forget, de la
cité et du district de Montréal, défenderesse.

Un lot de terre avec les bâtisses ci-dessus construites, ayant front sur l'avenue Casgrain, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No mille sept cent trente-six de la subdivision officielle du lot No deux mille six cent quarante-trois (2643-1736), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, et portant les Nos civiques 3599 et 3601 avenue Casgrain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF MON-**
No. 87. } **TREAL** a body po-
litic and corporate of Montreal, plaintiff ; against
THEODORE GOULET, defendant.

That certain lot of land fronting on Clarke street, known and designated under the number two hundred and forty three (243) of the official subdivision of original lot number three hundred and forty two (342), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, now annexed to the city of Montreal and forming part of Ahuntsic-Bordeaux ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th May, 1918. 2064—21-2
[Publication of 4th May, 1918, is null].
[First publication, 25th May, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME PHILOMENE**
No. 4737. } **GAUTHIER**, widow
of Jean-Baptiste Hotte, plaintiff ; vs **DESIRE**
MONGRAIN ET AL., defendants.

Seized as belonging to said defendant, Désiré Mongrain :

That certain lot of land fronting on Christophe Colomb street, in Saint-Denis ward, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number two hundred and sixty four of the official subdivision of lot number five (5-264), on the official plan and book of reference of the village of Côte-Saint-Louis, containing twenty five feet in width by one hundred and thirty feet in depth, English measure and more or less, with a common right of way with all others having rights therein in the lane at the rear of said lot—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th May, 1918. 2066—21-2
[First publication, 25th May, 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME MARIE-ANNE**
No. 4703a. } **GAGNON**, wife contractually separated as to property of Arthur Denis, doctor of medicine, and the latter both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiffs ; vs **DAME CLEMENTINE FORGET**, wife judicially separated as to property of Joseph Desjardins, of parts unknown, and the said Dame C. Forget, of the city and district of Montreal, defendant.

That certain lot of land with the buildings thereon erected, fronting on Casgrain avenue, in the city of Montreal, known and designated under the number one thousand seven hundred and thirty six of the official subdivision of the lot number two thousand six hundred and forty three (2643-1736), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques-Cartier, and bearing civic Nos. 3599 and 3601 Casgrain avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 mai 1918. 2067—21-2
[Première publication, 25 mai 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : ZÉNON ROBILLARD
No 4911. } ET AL., demandeurs ;
vs DUNCAN MONETTE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Montcalm, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille trente (1030), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, mesurant vingt et un pieds et trois pouces de front sur soixante-seize pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec une maison en pierre et brique à trois étages et autres bâtisses dessus construites, et avec droit de mitoyenneté à perpétuité dans un passage de huit pieds de largeur sur trente-huit pieds de profondeur, se trouvant au sud-est de ladite maison, lequel passage comprend quatre pieds de largeur sur l'emplacement voisin connu et désigné comme le lot numéro mille trente et un (1031), sur les plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 mai 1918. 2069—21-2
[Première publication, 25 mai 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : LE CRÉDIT FONCIER
No 3953. } LE FRANCO-CANADIEN,
corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demandeur; vs ALCIDE LECLAIRE, défendeur.

1. Un emplacement de forme irrégulière ayant front sur la rue Saint-Joseph, en la ville de Lachine, connu et désigné sous le No 242, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine—avec bâtisses dessus érigées;

2. Le droit de passage dans un passage de 12 pieds pour communiquer de la rue Saint-Joseph au fleuve Saint-Laurent, le long de la ligne ouest du lot de terre désigné sous le No 245, des dits plan et livre de renvoi officiels;

3. Un emplacement faisant partie du lot connu et désigné sous le No 294, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine—avec bâtisses dessus érigées; borné le dit emplacement en front par la rue Notre-Dame, d'un côté vers l'est par la lisière de terre ci-après décrite au 4ième paragraphe, de l'autre côté vers l'ouest par la 19ème avenue, en arrière au nord-ouest par le terrain de la compagnie de chemin de fer Grand Tronc;

4. Une lisière de terre mesurant 9 pieds de largeur à être extraite des immeubles connus et désignés sous les Nos 327, 328 et 329, sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine, à l'extrémité ouest des dits immeubles appartenant à Dame Patrick Wall ou représentants, le long de la ligne de division qui sépare les dits lots du lot No 294 du dit cadastre, propriété de Alcide Leclaire, depuis la rue Notre-Dame qui borne la lisière de terre vers

on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th May, 1918. 2068—21-2
[First publication, 25th May, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : ZÉNON ROBILLARD
No. 4911. } ET AL., plaintiffs; vs
DUNCAN MONETTE, defendant.

That certain emplacement fronting on Montcalm street, in the city of Montreal, known and designated under the number one thousand and thirty (1030), on the official plan and book of reference of Saint-James ward, measuring twenty one feet and three inches in front by seventy six feet in depth, more or less, English measure—with a three storey stone and brick house and other buildings thereon erected, and a perpetual right of *mitoyenneté* in a lane eight feet wide by thirty eight feet long, lying to the south east of said house, four feet of width of said lane being taken out of the adjoining emplacement known and designated as being the lot number one thousand and thirty one (1031), on the official plan and book of reference of said Saint James ward, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th May, 1918. 2070—21-2
[First publication, 25th May, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : LE CRÉDIT FONCIER
No. 3953. } LE FRANCO-CANADIEN,
a body politic and corporate, duly incorporated, with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs ALCIDE LECLAIRE, defendant.

1. That certain emplacement of irregular outline fronting on Saint Joseph street, in the town of Lachine, known and designated under the No. 242, on the official plan and book of reference of the town of Lachine—with the buildings thereon erected;

2. The right of way in a lane 12 feet wide leading from Saint Joseph street to the river Saint Lawrence, along the west line of the lot of land known and designated under the No. 245, of said official plan and book of reference;

3. That other emplacement forming part of the lot known and designated under the No. 294, on the official plan and book of reference of the town of Lachine—with the buildings thereon erected; bounded said emplacement in front by Notre-Dame street, on one side to the east by the strip of land described in the 4th paragraph hereof, on the other side to the west by 19th avenue, in rear to the north west by the land of the Grand Trunk Railway Company;

4. That strip of land measuring 9 feet in width to be taken out of the immoveables known and designated under the Nos. 327, 328 and 329, on the official cadastral plan and book of reference of the town of Lachine, at the west end of said immoveables belonging to Dame Patrick Wall or representatives, along the dividing line between the said lots and the lot No. 294 of said cadastre, the property of Alcide Leclaire, commencing at Notre-Dame street, the south

le sud jusqu'au terrain de la compagnie de chemin de fer de Montréal et Champlain, laquelle lisière de terre forme en sa totalité une superficie de 535 pieds, mesure anglaise et est bornée comme suit : vers le sud par la rue Notre-Dame, qui est aujourd'hui le lot No 809, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, vers l'ouest par le lot No 294 du dit cadastre, vers le nord par le lot No 803 du même cadastre, et enfin vers l'est par le résidu des dits lots No 327, 328 et 329 du cadastre de la ville de Lachine, formant une seule et même exploitation avec l'immeuble ci-dessus désigné au 3ième paragraphe.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 mai 1918. 2071—21-2
[Première publication, 25 mai 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DÉSIRÉ RIENDEAU,
No 1880. } demandeur ; vs
PIERRE LEFEBVRE, défendeur.

1. Un morceau de terre sis et situé dans la paroisse Saint-Isidore, comté de Laprairie, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Isidore, sous le numéro cent quarante-cinq (No 145)—sans bâtisse;

2. Un autre morceau de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels susdits, comme étant partie du lot numéro cent quarante-quatre (No 144), d'une contenance divisée comme ci-après, savoir : borné en front par le chemin public du rang de Saint-Régis, en ladite paroisse de Saint-Isidore, en profondeur par Bazile Lavigne, d'un côté au nord par Alfred Laramée, et partie par Eusèbe Gervais ou représentants, et d'autre côté au sud par Toussaint Dumas ou représentants, d'une contenance d'un demi arpent de largeur, à partir du chemin public sur une profondeur de deux arpents ; de là prenant un arpent de largeur sur un arpent de profondeur ; de là le terrain est d'une contenance d'un arpent de largeur sur dix arpents de profondeur, plus ou moins. Le terrain se trouve séparé par dix-huit arpents appartenant à un nommé Deslauriers et Alexandre Primeau, cette dernière partie contenant dix arpents est bornée au sud par Toussaint Dumas, du côté nord par Théodule Demers ou représentants, en profondeur par les terres de la Côte-Sainte-Thérèse, en la paroisse de Saint-Rémi, le tout sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Isidore-de-Laprairie, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 mai 1918. 2073—21-2
[Première publication, 25 mai 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MICHEL LARO-
No 2047. } CHETTE ET AL,
demandeurs ; vs DAME GERTY SHENKER,
épouse commune en biens de M. Morris Resnick et ce dernier partie aux présentes tant pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes que comme chef de la communauté de biens avec elle, et aussi en sa qualité de tuteur à Rachel

boundary of said strip of land to the land of the Montreal and Champlain Railway Co., which strip of land contains a total area of 535 feet, English measure and is bounded as follows : on the south by Notre-Dame street, presently known as being the lot No. 809, on the official plan and book of reference of the town of Lachine, on the west by the lot No. 294 of said cadastre, on the north by the lot No. 803 of same cadastre, and finally on the east by the residue of said lots Nos 327, 328 and 329 of the cadastre of the town of Lachine, forming one single plot of land with the immoveable thirdly above described.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th May, 1918. 2072—21-2
[First publication, 25th May, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DÉSIRÉ RIENDEAU,
No. 1880. } plaintiff ; vs PIER-
RE LEFEBVRE, defendant.

1. That certain parcel of land lying and situate in the parish of Saint-Isidore, county of Laprairie, known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Saint-Isidore, under the number one hundred and forty five (No. 145)—without building;

2. That other parcel of land lying and situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference aforesaid, as being part of the lot number one hundred and forty four (No. 144) and more fully described as follows, to wit : bounded in front by the public road of Saint-Regis range, in said parish of Saint-Isidore, in rear by Bazile Lavigne, on one side to the north by Alfred Laramée, and partly by Eusèbe Gervais or representatives, and on the other side to the south by Toussaint Dumas or representatives, containing one half arpent in width, at and from the public road by a depth of two arpents; thence widening to one arpent by one arpent in depth; the residue of said parcel of land measuring one arpent in width by ten arpents in depth, the whole more or less and separated from the first portion by eighteen arpents of land belonging to a party named Deslauriers and to Alexandre Primeau, the said residue of ten arpents being bounded on the south by Toussaint Dumas, on the north side by Théodule Demers or representatives, in rear by the lands of Côte-Sainte-Thérèse, in the parish of Saint-Rémi, the whole without building.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Isidore-de-Laprairie, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th May, 1918. 2074—21-2
[First publication, 25th May, 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MICHEL LARO-
No. 2047. } CHETTE ET AL,
plaintiffs ; vs DAME GERTY SHENKER,
wife common as to property of M. Morris Resnick and the latter a party hereto both to authorize his said wife for the purposes hereof as head of the community of property with her, and also in his quality of tutor to Rachel Shenker, David

Shenker, David Shenker, Jane Shenker, Bennie Shenker and Annie Shenker, défendeurs.

Un terrain ou emplacement ayant front sur la rue DeNormanville, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 606 de la subdivision du numéro originaire 5 (5-606), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, mesurant 25 pieds de largeur par 71 pieds de longueur dans la ligne nord-ouest et 69 pieds dans la ligne sud-est, mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison à un étage en bois et ciment, portant le numéro civique 138 de ladite rue DeNormanville et autres bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1918. 2091—21-2
[Première publication, 25 mai 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du recorder.—District of Montreal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE MONT-
No 86. } RÉAL, corps incor-
poré de Montréal, demanderesse; vs DELLE
ELMINA DESSAINT, fille majeure et usant
de ses droits, défenderesse.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Laurent, connu et désigné sous le numéro onze (11) de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-un (341), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, dans cette partie de ladite paroisse maintenant annexée à la cité de Montréal, et formant le quartier Ahuntsic-Bordeaux.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1918. 2093—21-2
[Première publication, 25 mai 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE MONT-
No 292. } RÉAL, corps incorpo-
ré de Montréal, demanderesse; vs DAME
MYRTLE GLAGGER veuve de Jos.-S. McAssey
défenderesse.

Les lots de terre suivants ayant front sur l'avenue du Parc, et étant les subdivisions officielles du lot originaire numéro trois cent quarante-cinq (345), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse Saint-Laurent, dans cette partie de la dite paroisse maintenant annexée à la cité de Montréal, et formant le quartier Ahuntsic-Bordeaux, savoir: subdivision numéro huit cent quatre-vingt-douze (892), subdivision numéro huit cent quatre-vingt-treize (893), subdivision numéro huit cent quatre-vingt-quatre (894).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1918. 2097—21-2
[Première publication, 25 mai 1918.]

Shenker, Jane Shenker, Bennie Shenker and Annie Shenker, defendants.

That certain emplacement fronting on DeNormanville street, in Saint-Denis ward, of the city of Montreal, known and designated under the No. 606 of the subdivision of the original number 5 (5-606), of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis, measuring 25 feet in width by 71 feet in depth in the north west line and 69 feet in the south east line, English measure, and more or less—with a one storey wood and cement house, bearing civic number 138 in said DeNormanville street, and other buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1918. 2092—21-2
[First publication, 25th May, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 86. } TREAL, a body mon-
politic and corporate of Montreal, plaintiff; vs
MISS ELMINA DESSAINT, spinster, in the
full exercise of her rights, defendant.

That certain lot of land fronting on Saint Laurent street, known and designated under the number eleven (11) of the official subdivision of the original lot number three hundred and forty one (341), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, in that part of said parish presently annexed to the city of Montreal and forming Ahuntsic-Bordeaux ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at HALF past THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1918. 2094—21-2
[First publication, 25th May, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 292. } TREAL, an incorporated
body of Montreal, plaintiff; vs DAME MYRTLE
GLAGGER, widow of Jos.-S. McAssey, defend-
ant.

The following lots of land fronting on Park avenue, and being the official subdivisions of the primitive lot number three hundred and forty five (345), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Laurent, in that part of the said parish now annexed to the city of Montreal, and forming Ahuntsic-Bordeaux ward, to wit: subdivision number eight hundred and ninety two (892), subdivision number eight hundred and ninety three (893), subdivision number eight hundred and ninety four (894).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1918. 2098—21-2
[First publication, 25th May, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour du recorder.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **LA CITÉ DE MONT-**
 No 232. } **RÉAL**, corps incor-
 poré de Montréal, demanderesse; contre HUM
 SANG, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Prince de
 Gales, connu et désigné sous le numéro cent deux
 (102) de la subdivision officielle du lot originaire
 numéro cent cinquante-deux, lettre A (152a),
 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre
 de la paroisse de Montréal, dans cette partie de
 la dite paroisse maintenant annexée à la cité de
 Montréal, et formant le quartier Notre-Dame-de-
 Grâces

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN
 prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 mai 1918. 1687—18-2
 [Première publication, 4 mai 1918 est nulle.]
 [Première publication, 25 mai 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Recorder's Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MON-**
 No. 232. } **TREAL**, a corporate
 body of Montreal, plaintiff; against HUM
 SANG, defendant.

A lot of land fronting on Prince of Wales street,
 known and designated under the number one
 hundred and two (102) of the official subdivision
 of the primitive lot number one hundred and fifty
 two, letter A (152A), on the official plan and book
 of reference of the cadastre of the parish of
 Montreal, in that part of the said parish now
 annexed to the city of Montreal, and forming
 Notre-Dame-de-Grâces ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next,
 at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th May, 1918. 1688—18-2
 [First publication, 4th May, 1918 is null.]
 [First publication, 25th May, 1918.]

QUÉBEC**FIERI FACIAS
 MANDAT DE CURATEUR**

Québec, à savoir: } **IN RE: ALPHONSE GUIL-**
 No 1045. } **METTE**, failli; et BE-
 DARD & BELANGER, curateurs, à savoir:

1. La subdivision No 80 (quatre-vingts) du lot
 No 2301 (deux mille trois cent un) du cadastre
 officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-
 Québec étant un terrain situé sur la rue LaFa-
 yette—avec les bâtisses dessus construites, cir-
 constances et dépendances; sujette à une rente
 annuelle de \$43.57 en faveur des Ursulines de
 Québec;

2. La subdivision No 81 (quatre-vingt-un) du
 lot No 2301 (deux mille trois cent un) du cadastre
 officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-
 Québec, étant un terrain situé sur la rue La
 Fayette,—avec les bâtisses dessus construites,
 circonstances et dépendances; sujette à une rente
 annuelle de \$43.57 en faveur des Ursulines de
 Québec;

3. La subdivision No 82 (quatre-vingt-deux)
 du lot No 2301 (deux mille trois cent un) du
 cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur
 de Québec, étant un terrain situé sur la rue
 LaFayette—avec les bâtisses dessus construites,
 circonstances et dépendances; sujette à une rente
 annuelle de \$43.57 en faveur des Ursulines de
 Québec;

4. La subdivision No 95 (quatre-vingt-quinze)
 du lot No 2301 (deux mille trois cent un) du
 cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur
 de Québec, étant un terrain situé sur la rue
 LaFayette—avec les bâtisses dessus construites,
 circonstances et dépendances; sujette à une rente
 annuelle de \$50.83 en faveur des Ursulines de
 Québec;

5. La subdivision No 255-A (deux cent cinquante-
 cinq-A) du lot No 2341-C (deux mille trois cent
 quarante et un-C) du cadastre officiel pour la
 paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un
 terrain situé sur la rue Sainte-Thérèse—avec les
 bâtisses dessus construites, circonstances et
 dépendances; sujette à une rente annuelle de
 \$15.00 en faveur de la succession Tourangeau.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de

QUEBEC**FIERI FACIAS
 CURATOR'S WARRANT**

Quebec, to wit: } **IN RE: ALPHONSE GUIL-**
 No. 1045. } **METTE**, insolvent; and
 BEDARD & BELANGER, curators, to wit:

1. The subdivision No. 80 (eighty) of the lot
 No. 2301 (two thousand three hundred and one)
 of the official cadastre for the parish of Saint
 Sauveur-de-Québec being a lot of land situate on
 LaFayette street—with the buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies; subject
 to an annual ground rent of \$43.57 in favor of the
 Ursulines of Quebec;

2. The subdivision No. 81 (eighty one) of lot
 No. 2301 (two thousand three hundred and one)
 of the official cadastre for the parish of Saint-
 Sauveur-de-Québec, being a lot of land situate on
 LaFayette street—with the buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies; subject
 to an annual ground rent of \$43.57 in favor of the
 Ursulines of Quebec;

3. The subdivision No. 82 (eighty two) of lot
 No. 2301 (two thousand three hundred and one)
 of the official cadastre for the parish of Saint-
 Sauveur-de-Québec, being a lot of land on La
 Fayette street—with the buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies; subject
 to an annual ground rent of \$43.57, in favor of the
 Ursulines of Quebec;

4. The subdivision No. 95 (ninety five) of lot
 No. 2301 (two thousand three hundred and one)
 of the official cadastre for the parish of Saint-
 Sauveur-de-Québec, being a lot of land situate
 on LaFayette street—with the buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies; subject
 to an annual ground rent of \$50.83 in favor of the
 Ursulines of Quebec;

5. The subdivision No. 255-A (two hundred
 and fifty five-A) of lot No. 2341-C (two thousand
 three hundred and forty one-C) of the official
 cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-
 Québec, being a lot of land situate on Sainte-
 Thérèse street—with the buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies; subject
 to an annual ground rent of \$15.00 in favor of the
 Tourangeau estate.

To be sold at my office, in the city of Quebec,

Québec, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 13 juin 1918. 2373—24—2
[Première publication, 15 juin 1918.]
[Deuxième publication, 29 juin 1918.]

on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 13th June, 1918. 2374—24—2
[First publication, 15th June, 1918.]
[Second publication, 29th June, 1918.]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } LOUIS - STANLEY GAU-
No. 3400. } L THIER, seaman, of
Saint-Irénée, plaintiff; vs FRANÇOIS AND
THOMAS DESBIENS, of Saint-Paul-de-Mille-
Vaches, defendants.

1. As belonging to the defendant François Desbiens: That certain emplacement of one half square arpent situate in the fourth range of Iberville township, and forming part of the lot described on the official cadastral plan and book of reference of said township under the number fifty two A (52-A) of said range and bounded, said emplacement, as follows: on the north by Thomas Desbiens, on the east by Elzéar Desbiens, on the south, by the public road and on the west by Thomas Desbiens—with the buildings thereon erected.

2. As belonging to the defendant Thomas Desbiens: That certain farm of about twenty eight arpents in depth by two arpents and seven perches in width, more or less, said farm being situated in the fourth range of Iberville township and bounded as follows: in front by the Saint Lawrence river, in rear by the Iberville Lumber Company, on the east by Joseph Tremblay, on the west by Ulysse Tremblay and designated on the official cadastral plan and book of reference of said township under the number fifty two A (52-A) of said range—with the buildings thereon erected.

To be deducted from said farm:

A. The emplacement firstly above described;

B. That emplacement of one half square arpent—with buildings thereon, owned by Elz. Desbiens and bounded as follows: on the north by Thomas Desbiens, on the east by Joseph Tremblay, on the south by the public road, on the west by François Desbiens.

C. That other emplacement of one half square arpent—with buildings thereon, owned by Devaux Hovington, and bounded as follows: on the north by the public road, on the east by Ulysse Tremblay, on the north by Thomas Desbiens, on the west by the same.

D. That other emplacement of one half square arpent—with the buildings thereon, owned by Ulysse Tremblay and bounded as follows: on the north by the public road, on the east, by Joseph Tremblay, on the south by Thomas Desbiens, on the west by Devaux Hovington.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Paul-de-Mille-Vaches, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,
Sheriff.

Sheriff's office.

Malbaie, 12th June, 1918. 2381—24—2
[First publication, 15th June, 1918.]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } LOUIS-STANLEY
No 3400. } L GAUTHIER, naviga-
teur, de Saint-Irénée, demandeur; vs FRAN-
ÇOIS ET THOMAS DESBIENS, de Saint-Paul-
de-Mille-Vaches, défendeurs.

1. Comme appartenant au défendeur François Desbiens: Un emplacement d'un demi-arpent carré situé en le quatrième rang du canton Iberville, et faisant partie du lot décrit aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du dit canton sous le numéro cinquante-deux A (52-A) du dit rang et borné le dit emplacement comme suit: au nord à Thomas Desbiens, à l'est à Elzéar Desbiens, au sud, au chemin public, à l'ouest à Thomas Desbiens—avec les bâtisses dessus construites.

2. Comme appartenant au défendeur Thomas Desbiens: Une terre d'environ vingt-huit arpents de profondeur sur deux arpents et sept perches de largeur, plus ou moins—la dite terre située dans le quatrième rang du canton Iberville et bornée comme suit: en front au fleuve Saint-Laurent, en arrière à Iberville Lumber Company, à l'est à Joseph Tremblay, à l'ouest à Ulysse Tremblay, et décrit aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du dit canton sous le numéro cinquante deux A (52-A) du dit rang—avec les bâtisses dessus construites.

A distraire de la dite terre:

A. L'emplacement en premier lieu décrit—avec bâtisses.

B. Un emplacement d'un demi-arpent carré—avec bâtisses possédés par Elz. Desbiens et borné comme suit: au nord à Thomas Desbiens, à l'est à Joseph Tremblay, au sud, au chemin public, à l'ouest à François Desbiens.

C.—Un emplacement d'un demi-arpent carré—avec bâtisses possédés par Devaux Hovington, et borné comme suit: au nord au chemin public, à l'est à Ulysse Tremblay, au nord à Thomas Desbiens, à l'ouest au même.

D. Un emplacement d'un demi arpent carré—avec bâtisses, possédés par Ulysse Tremblay et borné comme suit: au nord au chemin public, à l'est à Joseph Tremblay, au sud, à Thomas Desbiens, à l'ouest à Devaux Hovington.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Mille-Vaches, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
ELIE MALTAIS.

Bureau du shérif.

Malbaie, 12 juin 1918. 2382—24—2
[Première publication, 15 juin 1918.]

Proclamation

Canada
Province de Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:—

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que le
Procureur-Général. } secrétaire des
commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Haileybury, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Jean-de-Makamick, dans le comté de Témiscamingue, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir:

Le territoire à être érigé en paroisse civile sous le nom de "paroisse de Saint-Jean-de-Makamick" dans le comté de Témiscamingue, est formé des cantons Royal-Roussillon et Poularies ainsi que du village Makamick renfermé dans le premier de ces cantons; ses bornes sont les suivantes, savoir:

Au nord, le canton Chazel ;
Au sud, les cantons Destor et Aiguebelle ;

A l'est, les cantons Languedoc et Privat ;

A l'ouest, les cantons La Sarre et Palmarolle.

Le territoire renfermé dans les bornes ci-dessus données occupe une étendue de cent vingt-huit mille (128,000) acres, plus ou moins, en superficie, dont soixante-quatre mille (64,000), ou environ pour chacun des cantons susdits.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Jean-de-Makamick, ci-dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Jean-de-Makamick, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS the
Attorney-General. } secretary to
the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Québec, in and for the Roman Catholic Diocese of Haileybury, in Our Province of Québec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Jean-de-Makamick, in the county of Temiscaming, in the said Roman Catholic Diocese of Haileybury, to be as follows, that is to say:

The territory to be erected into a civil parish under the name of "Parish of Saint-Jean-de-Makamick" in the county of Temiscaming, is made up of the township of Royal-Roussillon and Poularies together with the village of Makamick included in the first named township, with the following limits, to wit:

On the north, the township of Chazel ;
On the south, the townships of Destor and Aiguebelle ;

On the east, the townships of Languedoc and Privat ;

On the west, the townships of La Sarre and Palmarolle.

The territory included in the above given boundaries is of one hundred and twenty eight thousand, (128,000) acres in superficies, more or less, being sixty four thousand (64,000) or thereabout, for each of the aforesaid townships.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognized and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Jean-de-Makamick aforesaid;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Jean-de-Makamick to be a parish for civil purposes agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed, WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, comman-

distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce QUATORZIEME jour de JUIN en l'année mil neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la neuvième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
2397 C.-J. SIMARD.

der of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FOURTEENTH day of JUNE, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and eighteen, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,
2398 Assistant Provincial Secretary.

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné qu'un permis No 192 a été émis le 5 juin 1918, autorisant "The British Canadian Insurance Company", ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, à transiger des affaires d'assurance contre les accidents, la maladie, les bris de glace, le vol, l'assurance de responsabilité de patron et de l'automobile.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909.

Pour le trésorier de la province.

Le surintendant des assurances,
2383 EDW.-E. DUCKWORTH.

Notice is hereby given that license No. 192 has been issued on the 5th day of June, 1918, to "The British Canadian Insurance Company", having its head office in the city of Montreal; authorizing it to transact the business of accident, sickness, plate glass, burglary, employer's liability and automobile insurance.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909.

For the treasurer of the province.

EDW.-E. DUCKWORTH,
2384 Superintendent of Insurance.

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles 1908, monsieur D.-A. MacFarlane, cultivateur, de Glenelm, comté de Huntingdon, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "The Elgin cooperative agricultural society", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du canton Elgin, dans le comté de Huntingdon.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 12 juin 1918.

Le sous-ministre de l'agriculture,
2377 J.-ANT. GRENIER.

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. D.-A. MacFarlane, farmer, of Glenelm, county of Huntingdon, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "The Elgin co-operative agricultural society", with its chief place of business in the municipality of the township of Elgin, in the county of Huntingdon.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 12th June, 1918.

J.-ANT. GRENIER,
2378 Deputy Minister of Agriculture.

ERRATUM

ERRATUM

L'avis de dissolution de "La Compagnie d'Imprimerie Moderne", avec sa principale place d'affaires à Montréal, publié dans la *Gazette Officielle*, du 8 juin 1918, page 1908, numéro 2237-38 est nul et est remplacé par le suivant :

"L'Imprimerie Moderne, Limitée".

Avis vous est par les présentes donné qu'à une assemblée spéciale des actionnaires de

The notice of dissolution of "La Compagnie d'Imprimerie Moderne" with its principal place of business at Montreal, published in the *Official Gazette* of the 8th June, 1918, page 1208, document Nos. 2237-38, is null and void and is replaced by the following :

"L'Imprimerie Moderne, Limitée".

Notice is hereby given that at a special meeting of the shareholders of "L'Imprimerie Moderne,

L'Imprimerie Moderne, Limitée, corps politique et incorporé ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, une résolution a été passée par les actionnaires pour la liquidation et la dissolution de la dite compagnie.

Les liquidateurs,
MOISE ALLAIRE,
J.-F. LEBLANC.

Sherbrooke, 22 mai 1918. 2399

Limitée" a body politic and corporate having its head office and chief place of business in the city of Sherbrooke, district of Saint-François, a resolution was passed by the shareholders for the winding up and dissolution of said company.

MOISE ALLAIRE,
J.-F. LEBLANC,
Liquidators.
2400

Sherbrooke, 22nd May, 1918.

Examens—Examinations

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT-FRANCIS.

Avis des aspirants à la pratique du droit.—List of candidates to the practice of law.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Residence
Crépeau.....	Henri.....	29 ans—years.....	Saint-Camille.
Mignault.....	Charles.....	25 ans—years.....	Sherbrooke.

Le secrétaire du barreau, section de Saint-François,

LIONEL FOREST,

Secretary of the Bar, section of Saint-François.

Sherbrooke, 11 juin—11th June, 1918.

2375—2376—24—2

Faillite—Avis de

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *Re:* H. Lewis, marchand, de Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la cour supérieure en date du 13ième jour de juin 1918, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

Le curateur,
PAUL-L. TURGEON.

Bureau de Charland & Turgeon,
55 rue Saint-François-Xavier, Montréal.
2385

Notices of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *Re:* H. Lewis, merchant, of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment of the Superior Court, dated the 13th June, 1918, I was appointed curator to above named estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of present notice.

PAUL-L. TURGEON,
Curator.

Office of Charland & Turgeon,
55 Saint-François-Xavier street, Montreal.
2386

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 102. *In re:* Albert Brisson, insolvable; vs J.-H. Camiré, demandeur.

Avis est par le présent donné que par jugement de la cour supérieure en date du 10 juin 1918, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du dit insolvable et que toute réclamation doit nous être remise dans les trente jours de cet avis.

Les curateurs,
PAQUET & BONNIER.

Suite 501, édifice "Transportation".
120 Rue Saint-Jacques.
Montréal, 13 juin 1918. 2387

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 102. *In re:* Albert Brisson, insolvable; vs J.-H. Camiré, plaintiff.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated 10th June, 1918, the undersigned have been appointed curators to the said estate and all claims have to be filed with us within thirty days of this notice.

PAQUET & BONNIER,
Curators.

Suite 501, "Transportation" bldg.,
120, Saint-James street.
Montreal, 13th June, 1918. 2388

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 98. *In re*: Maison du Bon Gôût, insolvable; vs Maurice Hartt, demandeur.

Avis est par le présent donné que par un jugement de la cour supérieure en date du 8 juin, 1918, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens dudit insolvable et toute réclamation doit nous être remise dans les trente jours de cet avis.

Les curateurs,
PAQUET & BONNIER.
Suite 501, édifice "Transportation",
120 rue Saint-Jacques.
Montréal, 12 juin 1918. 2389

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 94. *In re*: Back River Jockey Club Limitée, en liquidation; vs Thomas Stephens, demandeur.

Avis est par le présent donné que par un jugement de la cour supérieure, en date du 6 juin 1918, les soussignés ont été nommés liquidateurs aux biens desdits insolubles et toute réclamation doit nous être remise dans les trente jours qui suivront cet avis.

Les liquidateurs,
PAQUET & BONNIER.
Suite 501, édifice "Transportation",
120 rue Saint-Jacques.
Montréal, 13 juin 1918. 2391

Dans l'affaire de W.-A. Owens, Montréal, failli.

Avis est par le présent donné que par jugement de la cour supérieure rendu ce 23ième jour de mai 1918, le soussigné a été nommé curateur à la susdite succession insolvable.

Les réclamations assermentées doivent être produites sous 15 jours de cette date.

Le curateur,
J.-L. DUHAMEL.
No 92 rue Notre-Dame-Est,
Immeuble "Sauvegarde", Montréal.
Montréal, 23 mai 1918. 2393

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 98. *In re*: Maison du Bon Gôût, insolvent; vs Maurice Hartt, plaintiff.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated 8th June, 1918, the undersigned have been appointed curators to the said estate and all claims have to be filed with us within thirty days of this notice.

PAQUET & BONNIER,
Curators.
Suite 501, "Transportation" bldg.,
120 Saint-James street.
Montreal, 13th June, 1918. 2390

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 94. *In re*: Back River Jockey Club Ltd., in liquidation; vs Thomas Stephens, plaintiff.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated the 6th June, 1918, the undersigned have been appointed liquidators and all claims against the insolvents have to be filed with us within thirty days of this notice.

PAQUET & BONNIER,
Liquidators.
Suite 501, "Transportation" bldg.,
120 Saint-James street.
Montreal, 13th June, 1918. 2392

In the matter of W.-A. Owens, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, rendered this 23rd day of May, 1918, the undersigned has been named curator to the above insolvent estate.

Claims must be filed in my hands within 15 days from date.

J.-G. DUHAMEL,
Curator.
No. 92, Notre-Dame street East,
"Sauvegarde" bldg.
Montreal, 23rd May, 1918.

Ratification de titre

Canada, province de Québec, district de Québec, No 3071. Cour supérieure. Dans l'affaire de: La Cie de Sainte-Foy Ltée, en liquidation, et J.-Siméon Matte, liquidateur permanent.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du liquidateur de la dite compagnie en liquidation, 88 rue Saint-Pierre, Québec:

1. Un certain acte de vente passé devant L.-Cyrius Jacques, notaire public, le 12e jour de juin, 1918, sous le numéro 3886 des minutes du dit notaire de la part de la Cie de Ste-Foy Ltée, en liquidation, à l'hon. S.-Napoléon Parent, dans lequel acte de vente la propriété vendue porte les numéros suivants, à savoir:

Lots numéros, partie du lot 268, partie du lot 269, partie de 273, partie de 349, partie de 347, partie de 358; 267, 262; 1, 4, 9, 10, 12, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 26 à 166, subdiv. de 278; partie de 278; 1, 2, 3, 4, 6 à 16 subdiv. de 279; 1 à 115, subdiv. de 279a; balance de 279a; 1 à 177, subdiv. de 280; balance de 280; 277, partie s.-e. de 214; 275; 276, partie s.-o. de 214; partie de 353; des plan et livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de Ste-Foy;

2. Un certain acte de vente passé devant H.-Octave Roy, notaire public, le jour de juin

Confirmation of title

Canada, province of Quebec, district of Quebec. No. 3071. Superior Court. In the matter of: La Cie de Ste-Foy, Ltée, in liquidation, and J.-Siméon Matte, permanent liquidator.

Notice is hereby given that there has been deposited at the office of the liquidator of the said company in liquidation, 88 Saint Peter street, Quebec:

1. A certain deed of sale passed before L.-Cyrius Jacques, notary public, on the twelfth day of June, 1918, and numbered 3886 of the minutes of said notary, from La Cie de Ste-Foy, Ltée, in liquidation, to Hon. S.-Napoléon Parent, in which deed of sale, the property sold is known under the following numbers:

Lots numbers, part of lot 268; part of lot 269; part of lot 273; part of lot 349; part of lot 347; part of lot 358; 267; 272; 1, 4, 9, 10, 12, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 26 to 166; subdiv. of 278; part of 278; 1, 2, 3, 4, 6 to 16 subdiv. of 279; 1 to 115, subdiv. of 279a; balance of 279a; 1 to 177, subdiv. of 280; balance of 280; 277 and part of 214 s.-e.; 275; 276 and s.-w. part of 214; part of 353, of the plans and reference book of the cadastre for the parish of Ste-Foy.

2. A certain deed of sale passed before H.-Octave Roy notary public, on the of June,

1918, sous le numéro des minutes du dit notaire, de la part de la Cie de Ste-Foy, ltée en liquidation, à Dame Alice Routhier, dans lequel acte de vente la propriété vendue porte le numéro (221) deux cent vingt et un des plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Ste-Foy.

Et de plus prenez avis, que les certificats du régistrateur sur la dite propriété immobilière ont aussi été déposés chez le dit liquidateur, à son bureau, à Québec.

Que la propriété immobilière ci-haut désignée a été possédée et détenue depuis plus de trois ans par la Cie de Ste-Foy, ltée.

Que les dits actes de vente et certificats du régistrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants S.R.P.Q., 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions des dits articles, et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

Daté à Québec, dans la province de Québec, le 13ème jour de juin 1918.

Le liquidateur,
J.-S. MATTE.

Matte & Matte,
Comptables,
88 rue Saint-Pierre,
Québec.

2395—24—4

1918, and numbered of the minutes of said notary, from La Cie de Ste-Foy, ltée, in liquidation, to Madame Alice Routhier, in which deed of sale the property is described as No. 221 of the plans and reference book of the cadastre for the parish of Ste-Foy.

And further take notice that the registrar certificates of search against the said immoveable properties, have also been deposited with the liquidator at his office in Quebec.

That this immoveable property above described has been owned and possessed by La Cie de Ste-Foy, ltée, for over three years.

That the said deeds of sale and Registrars certificate have been so deposited in pursuance of the provisions of articles 7552 and following of the R.S.P.Q., 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated in the city of Quebec, in the province of Quebec, this 13th day of June, 1918.

J.-S. MATTE.
Liquidator.

Matte & Matte,
Accountants,
88 Saint Peter street,
Quebec.

2396—24—4

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS ; SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette officielle, par exemp., 25c.
Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Parties sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW; OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :
First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 25 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

2051

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

2052

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 24.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Côté vs Robitaille.....	1251
" Cyr vs Mathieu.....	1250
" Goddard vs Pick.....	1250
" Kentish vs Feller.....	1250
" Leibovitch vs Jonas.....	1249
" Lizotte vs Alexopoulos.....	1250
" Robinson vs Cockaleades.....	1251
" Savard vs Hamel.....	1250
" Tremblay vs Ducharme.....	1250
" Vincent vs Leblanc.....	1251

ANNONCEURS, avis aux.....	1272
---------------------------	------

AVIS DIVERS :—

La Cie d'assurance funéraire de Montréal.	1252
Licencié en sciences comptables: M. Z.	
Labelle.....	1251
Riordon Pulp & Paper Coy. Ltd.....	1251

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :—

General Accoustic Company of Canada,	
Ltd.....	1252
The Company R. Hoe & Company.....	1252

COMPAGNIE DISSOUE :—

Coderre & Fils, limitée.....	1253
------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Lac-des-Iles.....	1246
Lot mun. Saint-Bazile à Saint-Bazile,	
village.....	1247
Notre-Dame-du-Laus à Northfield.....	1246
Sainte-Angèle-de-Prémont.....	1247
Saint-Georges-de-Champlain.....	1246
Saint-Tite-Nord à Saint-Tite Village.....	1245
Trois-Pistoles, No 3.....	1247
Village et canton de Compton.....	1246

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORETS :—

Bureau d'examineurs des mesureurs de	
bois de la province de Québec.....	1247

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Patriotic Workers of Magog.....	1248
Queensland Insurance Coy. Ltd.....	1248
Sherbrooke Patriotic Association.....	1248
The British Canadian Insurance Company	1269

ERRATUM :—

Re: Avis de dissolution de La Compagnie	
d'imprimerie Moderne, de Montréal..	1269

EXAMENS DU BARREAU :—

Montréal.....	1254
Ottawa.....	1253
Saint-François.....	1270
Trois-Rivières.....	1253

FAILLITE—AVIS DE :—

Back River Jockey Club, Ltée, nom.	
liquidateur.....	1271

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Côté vs Robitaille.....	1251
" Cyr vs Mathieu.....	1250
" Goddard vs Pick.....	1250
" Kentish vs Feller.....	1250
" Leibvitch vs Jonas.....	1249
" Lizotte vs Alexopoulos.....	1250
" Robinson vs Cockaleades.....	1251
" Savard vs Hamel.....	1250
" Tremblay vs Ducharme.....	1250
" Vincent vs Leblanc.....	1151

ADVERTISERS, notice to.....	1272
-----------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Cie d'assurance funéraire de Montréal.	1252
Licentiate in commercial licenses: Mr. Z.	
Labelle.....	1251
Riordon Pulp & Paper Coy. Ltd.....	1251

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

General Accoustic Company of Canada,	
Ltd.....	1251
The Company R. Hoe & Company.....	1252

COMPANY DISSOLVED :—

Coderre & Fils, limitée.....	1253
------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Lac-des-Iles.....	1246
Lot mun. Saint-Bazile to Saint-Bazile,	
village.....	1247
Notre-Dame-du-Laus to Northfield.....	1246
Sainte-Angèle-de-Prémont.....	1247
Saint-Georges-de-Champlain.....	1246
Saint-Tite-North to Saint-Tite Village...	1245
Trois-Pistoles, No 3.....	1247
Village and township of Compton.....	1246

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Board of Examiners of Cullers of the	
Province of Quebec.....	1248

TREASURY DEPARTMENT :—

Patriotic Workers of Magog.....	1248
Queensland Insurance Coy. Ltd.....	1248
Sherbrooke Patriotic Association.....	1248
The British Canadian Insurance Company	1269

ERRATUM :—

Re: Notice of dissolution of "La Compa-	
gnie d'imprimerie Moderne", of Mon-	
treal.....	1269

BAR EXAMINATIONS :—

Montreal.....	1254
Ottawa.....	1253
Saint-François.....	1270
Three Rivers.....	1253

BANKRUPT NOTICES :—

Back River Jockey Club, Ltée, liquidator's	
appt.....	1271

Camiré, J.-H. nom. de curateurs	1270	Camiré, J.-H. curator's appt.	1270
Collin, Dme Pauline, nom. de curateur . . .	1255	Collin, Dme Pauline, curator's appt.	1255
Guay & Fils, J., nom. de curateur	1256	Guay & Fils, J., curator's appt.	1256
Hartt, Maurice, nom. de curateurs	1271	Hartt, Maurice, curator's appt.	1271
Hyde & Sons, Ltd., dividende	1255	Hyde & Sons, Ltd., dividend	1255
La Brasserie J.-M. Spénard, nom. de liquidateur	1255	La Brasserie J.-M. Spénard, liquidator's appt.	1255
Lewis, H. nom. de curateur	1270	Lewis, H. curator's appt.	1270
Max. M. Kirsch, nom. de curateurs	1254	Max. M. Kirsch, curators' appt.	1254
Owens, W.-A., nom. de curateurs	1271	Owens, W.-A., curators' appt.	1271
Pearson Bros. nom. de curateurs	1255	Pearson Bros. curators' appt.	1255
Pelletier, Eustache, cession	1256	Pelletier, Eustache, assignment	1256
Premier Glass Coy. of Canada, Ltd, dividende	1256	Premier Glass Coy. of Canada, Ltd, dividend	1256
Stead & Stepherson, cession	1254	Stead & Stepherson, assignment	1254
Trahan, Alcide, dividende	1255	Trahan, Alcide, dividend assignment	1255
LETTRES PATENTES :—		LETTERS PATENT :—	
International Securities Corporation	1244	International Securities Corporation	1244
La Compagnie Pouliot Ltée	1238	La Compagnie Pouliot Ltée	1238
Mount Bruno County Club, Inc	1240	Mount Bruno County Club, Inc	1240
Ostigny & Fils, Ltée	1236	Ostigny & Fils, Ltée	1236
Pierre Brault, Ltée	1238	Pierre Brault, Ltée	1238
S.-H. Ewing & Sons, Ltd.	1234	S.-H. Ewing & Sons, Ltd.	1234
The Dubuque Realty Company of Quebec Ltd.	1239	The Dubuque Realty Company of Quebec Ltd.	1238
The Laurentian Manufacturing Coy., Ltd	1243	The Laurentian Manufacturing Coy., Ltd	1243
Viger Garage, Ltée	1241	Viger Garage, Ltée	1241
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—	
Saint-François-Xavier-de-Verchères	1249	Saint-François-Xavier-de-Verchères	1249
The district of Beauharnois Wool Growers and Sheep Breeders Co-operative Association	1249	The district of Beauharnois Wool Growers and Sheep Breeders Co-operative Association	1249
The Elgin Co-operative Agricultural Society	1269	The Elgin Co-operative Agricultural Society	1269
NOMINATIONS :—		APPOINTMENTS :	
Juges de paix: district de Montréal, Montmagny	1233	Justices of the peace: district of Montreal, Montmagny	1233
Grand constable du district de Pontiac	1233	High Constable of the district of Pontiac	1233
Contrôleur du combustible dans la province de Québec	1233	Fuel controller in and for the Province of Québec	1233
Trésorier de la cité de Montréal	1233	Treasurer of the city of Montreal	1233
PROCLAMATION :—		PROCLAMATION :—	
Paroisse de Saint-Jean-de-Macamick	1268	Parish of Saint-Jean-de-Macamick	1268
RATIFICATION DE TITRE :—		CONFIRMATION OF TITLE :—	
La Cie de Ste-Foy, Ltée	1271	La Cie de Ste-Foy, Ltée	1271
VENTES A L'ENCAN :—		AUCTION SALES :—	
Dominion Express Coy.	1256	Dominion Express Coy.	1256
La Cie d'immeubles Saint-Roch, Ltée	1256	La Cie d'immeubles Saint-Roch, Ltée	1256
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFFS' SALES :—	
BEDFORD :—		BEDFORD :—	
Brosseau vs héritiers Brosseau	1257	Brosseau vs heirs Brosseau	1257
CHICOUTIMI :—		CHICOUTIMI :—	
Grégoire <i>et al</i> vs Bouchard <i>et al</i>	1258	Grégoire <i>et al</i> vs Bouchard <i>et al</i>	1258
Lavigne vs Gauthier	1239	Lavigne vs Gauthier	1259
GASPÉ :—		GASPÉ :—	
Dme Richard vs Donoghue	1259	Dme Richard vs Donoghue	1259

KAMOURASKA :—

Kaine *et al* vs Gagné..... 1259

MONTMAGNY :—

Bouffard *et al* vs Tardif..... 1260
 Dorchester Lumber Co. Ltée vs Asselin.. 1260
 Rodrigue vs Robidoux..... 1261

MONTREAL :—

Gagnon (Dme) *et vir* vs Dme Forget..... 1262
 Gauthier (Dme) vs Mongrain..... 1262
 La cité de Montréal vs Sang..... 1266
 La cité de Montréal vs Goulet..... 1262
 La cité de Montréal vs Dme Glagger..... 1265
 La cité de Montréal vs Delle Dessaint... 1265
 La cité de Montréal vs Turbane..... 1261
 Larochette *et al* vs Dme Shenker *et al*.... 1264
 Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs
 Leclaire..... 1263
 Riendeau vs Lefebvre..... 1264
 Robillard vs Monette..... 1263

QUÉBEC :—

Guilmette, Alphonse, failli..... 1266

SAGUENAY :—

Gauthier vs Desbiens *et al*..... 1267

KAMOURASKA :—

Kaine *et al* vs Gagné..... 1259

MONTMAGNY :—

Bouffard *et al* vs Tardif..... 1260
 Dorchester Lumber Co. Ltée vs Asselin.. 1260
 Rodrigue vs Robidoux..... 1261

MONTREAL :—

Gagnon (Dme) *et vir* vs Dme Forget..... 1262
 Gauthier (Dme) vs Mongrain..... 1262
 The city of Montreal vs Sang..... 1266
 The city of Montreal vs Goulet..... 1262
 The city of Montreal vs Dme Glagger.... 1265
 The city of Montreal vs Delle Dessaint.. 1265
 The city of Montreal vs Turbane..... 1261
 Larochette *et al* vs Dme Shenker *et al*.... 1264
 Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs
 Leclaire..... 1263
 Riendeau vs Lefebvre..... 1264
 Robillard vs Monette..... 1263

QUEBEC :—

Guilmette, Alphonse, insolvent..... 1266

SAGUENAY :—

Gauthier vs Desbiens *et al*..... 1267

